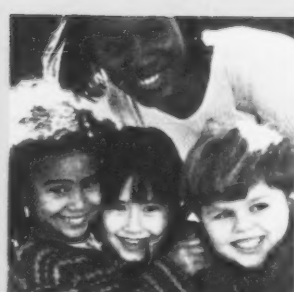


Code provincial de bonnes pratiques Lignes directrices pour les enseignants et les élèves



Services aux élèves

**Code provincial de conduite dans les écoles et lignes
directrices pour les codes de conduite des écoles**

Références à des sites Web

Les références à des sites Web figurant dans le présent document ne sont fournies que pour faciliter le travail et ne signifient pas que le ministère de l'Éducation a approuvé le contenu, les politiques ou les produits des sites Web en question. Le ministère de l'Éducation ne contrôle ni les sites Web auxquels il est fait référence ni les sites mentionnés à leur tour sur ces sites Web. Il n'est responsable ni de l'exactitude des informations figurant sur ces sites, ni de leur caractère légal, ni de leur contenu. Le contenu des sites Web auxquels il est fait référence peut changer à tout moment sans préavis.

Code provincial de conduite dans les écoles et lignes directrices pour les codes de conduite des écoles

© Droit d'auteur de la Couronne, Province de la Nouvelle-Écosse, 2008
Document préparé par le ministère de l'Éducation.

Le contenu de la présente publication pourra être reproduit en tout ou en partie, pourvu que ce soit à des fins non commerciales et que le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse soit pleinement crédité. Il est interdit d'extraire ou de réutiliser les photographies apparaissant en couverture.

Données pour le catalogage

Vedette principale au titre.

Code provincial de conduite dans les écoles et lignes directrices pour les codes de conduite des écoles : Nouvelle-Écosse. Ministère de l'Éducation. Division des services aux élèves.

ISBN : 978-1-55457-316-5

1. Discipline scolaire – Droit et textes de loi – Nouvelle-Écosse. 2. Gestion et organisation de l'école – Nouvelle-Écosse. I. Nouvelle-Écosse. Ministère de l'Éducation. Division des services aux élèves.

Remerciements

Le ministère de l'Éducation remercie les personnes suivantes de leur participation à l'élaboration de ce document :

(Les postes et les titres sont ceux que détenaient les personnes concernées au moment de leur contribution à l'élaboration du présent document.)

Marvin Harvey*	coordinateur des opérations Cape Breton-Victoria Regional School Board
Sandra Himmelman	présidente, Fédération néo-écossaise des associations foyer-école
Shirley Jackson*	présidente, Annapolis Valley Regional School Board, représentant l'Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse
Trudy Johnson	coordinatrice du développement des élèves South Shore Regional School Board
Sylvia Moore	enseignante, New Germany Elementary School South Shore Regional School Board
Ruth Schering-Hong	directrice, Island Consolidated School Tri-County Regional School Board, représentant le Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse
Terry Wadden	directeur, Ridgecliff Middle School Halifax Regional School Board
Allan Boudreau	coordinateur des services aux élèves Ministère de l'Éducation
Alex Bruce	conseiller en éducation spéciale Ministère de l'Éducation

Don Glover	conseiller en éducation spéciale Ministère de l'Éducation
Ann Power	directrice, Division des services aux élèves Ministère de l'Éducation
Dawn Steele	conseillère en orientation Ministère de l'Éducation

* Nous notons avec tristesse que Marvin Harvey et Shirley Jackson sont tous deux décédés. Ils ont fait partie du premier comité consultatif sur ce projet et, à ce titre, ont fait des suggestions de valeur et apporté des contributions importantes aux premières étapes de l'élaboration de ce document. Marvin et Shirley étaient tous deux des individus compétents, dévoués et compatissants qui concentraient leurs efforts sur l'amélioration du climat d'apprentissage pour les élèves dans les écoles publiques de la Nouvelle-Écosse. Tous ceux et toutes celles qui ont eu l'occasion de les côtoyer et de travailler avec eux gardent d'eux un excellent souvenir.

Table des matières

Introduction.....	1
Code provincial de conduite dans les écoles.....	3
Principes	3
Normes de comportement.....	4
Dépistage des comportements perturbateurs	5
Sanctions en cas d'infraction	6
Sanctions spécifiquement interdites.....	7
Lignes directrices pour les codes de conduite des écoles	9
Fonction.....	9
Partie 1 – Contexte.....	9
Partie 2 – Principes directeurs.....	11
Partie 3 – Rôles et responsabilités	12
Partie 4 – Élaboration et mise en œuvre du code de conduite de la région et du code de conduite de l'école	15
Partie 5 – Données concernant les incidents dans l'école : suivi et signalement	32
Annexe I – Protocoles interorganismes	37
Annexe II – Extraits de la loi sur les droits de la personne de la Nouvelle-Écosse (2001), articles 3(o), 4, 5 et 6.....	39
Annexe III – Extraits de la loi sur l'éducation (articles 24 à 26, 38 à 40, 64 et 121 à 127).....	41
Annexe IV – Article 47 des règlements établis par le ministre en application de la loi sur l'éducation	49
Bibliographie.....	53

Introduction

Le *Code provincial de conduite dans les écoles* comprend les éléments suivants : principes, normes de comportement, détection des comportements perturbateurs, sanctions en cas d'infraction au code et enfin sanctions spécifiquement interdites. Sa fonction est de favoriser la mise en place d'un milieu d'apprentissage qui soit sans danger et productif. Le code définit, à cette fin, les comportements qu'on considérera comme étant appropriés dans le contexte d'une école où règnent la sécurité et le souci du bien-être de tous. Aux fins de l'alinéa 64(2)r de la loi sur l'éducation, toutes les composantes du *Code provincial de conduite dans les écoles* et des codes de conduite des régions dans lesquelles se situent les écoles qui s'appliquent aux élèves comprennent la politique en matière de discipline des élèves de l'article 47 des règlements établis en vertu de la loi sur l'éducation.

On fera, tout au long du *Code provincial de conduite dans les écoles*, référence aux « membres de la communauté scolaire ». Cette expression englobe les élèves et tous les adultes dont la fonction ou l'emploi fait qu'ils sont au contact des élèves dans le contexte scolaire et dans les activités de l'école. Elle inclut les personnes suivantes : élèves, parents/tuteurs, enseignants, directions d'école, personnel employé par le conseil scolaire, autre personnel embauché pour offrir des services dans l'école, bénévoles, visiteurs et toute personne étant en contact avec les élèves et le personnel dans le contexte scolaire. Les lignes directrices pour les codes de conduite des écoles servent à l'élaboration des codes de conduite des conseils scolaires et des écoles.

À NOTER : Le terme de « parent » au sens de l'alinéa 3(1)r de la loi sur l'éducation inclut les tuteurs et, dans la présente politique, il désigne donc tout parent ou tuteur ayant, selon la loi, la charge et la garde d'un élève.

Code provincial de conduite dans les écoles

Principes

Respect

On s'attend à ce que les membres de la communauté scolaire adoptent un comportement qui montre qu'ils respectent les droits, les biens et la sécurité des autres aussi bien que les leurs.

Responsabilité

On s'attend à ce que les membres de la communauté scolaire acceptent d'être personnellement responsables de leur comportement, afin qu'on puisse préserver la sécurité et le caractère productif du milieu d'apprentissage.

Droits

On s'attend à ce que les membres de la communauté scolaire respectent les droits des autres tout au long du processus d'apprentissage et adoptent un comportement approprié dans le contexte de leur responsabilité sur le plan social.

Les principes ci-dessus s'appuient sur la loi sur l'éducation et plus particulièrement sur certains articles, dont le préambule et les articles se rapportant aux devoirs des élèves, des parents, des enseignants, des directions générales et du personnel de soutien. (Voir les extraits de la loi sur l'éducation à l'annexe III.)

Normes de comportement

Les membres de la communauté scolaire

- feront preuve de respect vis-à-vis des droits, des biens et de la sécurité des autres aussi bien que de leurs propres droits, biens et sécurité
- feront preuve de respect et d'appréciation vis-à-vis des membres de la communauté scolaire dans toute leur diversité, quels que soient leur race, leur culture, leur appartenance ethnique, leur religion, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur âge et leurs capacités
- s'exprimeront à l'aide d'un langage et de gestes acceptables sur le plan social
- adopteront un comportement dépourvu de toute forme d'intimidation, de harcèlement, de racisme ou de discrimination
- s'habilleront conformément aux normes de l'école en matière vestimentaire
- traiteront les biens appartenant à l'école et les biens des autres avec le soin dont il est raisonnable de faire preuve
- respecteront la responsabilité de tous les membres de la communauté scolaire dans l'exercice de leurs fonctions
- encourageront l'adoption d'un comportement positif en évitant tout type d'acte violent
- utiliseront les technologies de l'information et de la communication, y compris le réseau Internet et la communication par courriel, de façon responsable et appropriée et conformément à la *Politique des écoles publiques en matière d'accès aux réseaux et d'utilisation des réseaux*
- s'abstiendront de posséder la moindre arme, de quelque forme qu'elle soit, dans l'enceinte de l'école
- s'abstiendront de posséder et de consommer toute substance intoxicante, de quelque forme qu'elle soit, dans l'enceinte de l'école
- assisteront, conformément aux attentes, aux cours, aux activités et aux événements et seront prêts et ponctuels.

Les rôles et les responsabilités des membres de la communauté scolaire pour ce qui a trait au code sont décrits dans la section « Lignes directrices pour les codes de conduite des écoles », à la page 12.

À NOTER : Les sections restantes du *Code provincial de conduite dans les écoles* font référence au comportement des élèves.

Dépistage des comportements perturbateurs

Comportement perturbateur

On qualifie de « perturbateur » un comportement qui n'est pas assez grave pour interrompre de façon significative le processus d'apprentissage dans l'école, pour mettre en danger les autres ou pour endommager les biens appartenant à l'école.

Voici quelques exemples, parmi d'autres, de comportements perturbateurs :

- délits mineurs à répétition
- tabagisme
- fait de proférer des jurons
- manque de respect ou insubordination
- refus d'obéir aux instructions
- notes ou excuses contrefaites
- absence ou assiduité insuffisante à l'école ou dans certains cours
- vagabondage dans certaines zones de l'école alors que cela est interdit
- vols à la sauvette
- bagarres (bousculades, coups, rixes)
- autres actes de mauvaise conduite qui perturbent les activités ou risquent de créer un danger sur le plan de la sécurité.

Comportement perturbateur grave

On qualifie de « comportement perturbateur grave » un comportement qui perturbe de façon significative le milieu d'apprentissage dans l'école, met en danger les autres ou endommage les biens appartenant à l'école. Voici quelques exemples, parmi d'autres, de comportements perturbateurs graves :

- vandalisme
- perturbation du fonctionnement de l'école
- violences verbales
- intimidations
- conduite raciste ou discriminatoire
- harcèlement sexuel ou agression sexuelle
- inconduite sexuelle, violences sexuelles ou agressions physiques
- violences physiques
- utilisation ou possession d'une arme
- activités illégales.

Sanctions en cas d'infraction

La discipline a pour objectif d'encourager les gens à apprendre à se maîtriser et de faire évoluer les comportements importuns. Il convient de faire des efforts importants en vue d'apprendre aux jeunes, tant à la maison qu'à l'école, à adopter les comportements qu'on attend d'eux. Les méthodes utilisées pour faire comprendre et faire respecter le code de conduite de l'école peuvent varier d'un élève à l'autre. Lorsqu'un élève ne se conforme pas aux attentes du code sur le plan du comportement, en dépit de la mise en œuvre de ces méthodes, alors il convient d'appliquer les sanctions appropriées. On suivra dans cela les principes suivants :

- Les sanctions seront adaptées au stade auquel se situe l'élève dans son développement et prendront en compte les besoins particuliers de l'élève, s'il y a lieu.
- Les sanctions seront le reflet de la gravité de l'infraction et prendront en compte la fréquence et la durée de l'infraction, s'il y a lieu.
- Les sanctions seront avant tout choisies en fonction de leur valeur pédagogique.
- Les sanctions auront, dans la mesure du possible, un sens pour l'élève.
- Les sanctions seront imposées selon un calendrier approprié.

Lorsqu'on cherche à gérer les comportements perturbateurs, qu'ils soient graves ou non, il est indispensable de prendre en compte les points suivants :

- Il ne faut jamais ignorer de tels comportements.
- Il faut toujours prendre les mesures appropriées.
- Il faut prendre des mesures immédiatement pour mettre fin au comportement.
- Il convient de concevoir des mesures supplémentaires, qui prendront la forme d'une intervention, afin de produire un changement constructif dans le comportement de l'élève.

Sanctions spécifiquement interdites

Quelle que soit l'infraction, les sanctions suivantes ne sont pas appropriées :

- punition corporelle
- utilisation de la responsabilité collective (punition collective) dans les procédures disciplinaires
- utilisation du travail scolaire à des fins disciplinaires (par exemple, devoirs supplémentaires en guise de punition ou retrait d'un cours pour cause d'absentéisme)
- utilisation des procédures d'évaluation à des fins disciplinaires (par exemple, test imposé arbitrairement à l'élève ou à la classe en raison d'un mauvais comportement).

Lignes directrices pour les codes de conduite des écoles

Fonction

Les lignes directrices qui suivent sont conçues en vue d'aider les conseils scolaires et les écoles dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des codes de conduite au niveau régional et au niveau des écoles elles-mêmes. Les parties 1 à 4 fournissent un cadre stratégique pour l'élaboration de codes de conduite pour les régions et les écoles. La partie 5 fournit un cadre stratégique pour la mise en œuvre de tels codes de conduite. La partie 6 fournit un modèle pour le suivi des incidents dans les écoles et pour rendre compte des données relatives à de tels incidents. Enfin, la partie 7 décrit la marche à suivre pour le traitement des plaintes.

Partie 1 – Contexte

Les lignes directrices qui suivent ont été élaborées par le ministère de l'Éducation à l'issue de consultations auprès de représentants de l'Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse (ACSNÉ), de la Fédération néo-écossaise des associations foyer-école, du Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse (SENÉ) et des professionnels des conseils scolaires.

Le Code provincial de conduite dans les écoles s'appuie sur une approche dans laquelle on prend les devants en vue d'aider les élèves à apprendre les comportements appropriés, dans le contexte de leur responsabilité vis-à-vis de la société. On met l'accent sur la mise en place d'un milieu d'apprentissage productif, dans lequel tous les membres de la communauté scolaire se sentent en sécurité. Ces lignes directrices fournissent aux conseils scolaires et aux communautés scolaires un cadre stratégique et un processus pour

l'élaboration des politiques et procédures relatives à leur propre code de conduite. Dans un tel contexte, la mise en place d'un climat positif dans l'école n'est pas un événement d'ordre ponctuel, mais un processus faisant intervenir des consultations auprès des intervenants et la formulation et la communication des attentes en matière de comportement auprès de tous les membres de la communauté scolaire.

Les éléments fondamentaux du *Code provincial de conduite dans les écoles* sont les droits, la responsabilité et le respect. Ces éléments contribuent à mettre en place un climat et une culture de nature positive dans l'école, en établissant des attentes cohérentes et des pratiques justes concernant la conduite de tous les membres de la communauté scolaire. Ils permettent également de réduire la nécessité de recourir à des mesures disciplinaires en réaction aux problèmes de comportement des élèves. C'est dans un environnement scolaire positif et accueillant, où on se soucie du bien-être et de la sécurité des élèves, que l'apprentissage se fait le mieux. Tous les membres de la communauté scolaire adoptent et défendent un comportement conforme à la valeur qu'on attribue aux droits, à la responsabilité et au respect pour l'ensemble de la communauté scolaire.

Le défi pour les écoles est, par conséquent, de mettre en œuvre un code de conduite qui s'applique à tous les membres de la communauté scolaire de façon cohérente et juste. Il faut que ce code de conduite favorise la mise en place d'un bon milieu d'apprentissage, qui offre aux élèves autant d'occasions que possible de réaliser l'objectif suivant :

atteindre leur plein potentiel sur les plans cognitif, affectif, physique et social[,] acquérir les connaissances et [...] développer les habiletés et les attitudes qui leur permettront de devenir des membres de la société et d'être capable de réfléchir, d'apprendre et d'être physiquement actifs¹

Les recherches portant sur l'efficacité des écoles soulignent que les écoles qui sont efficaces sont celles qui offrent à l'ensemble des élèves des occasions de vivre la réussite scolaire, de se sentir capables de faire des choses, d'établir des liens avec leur communauté scolaire et d'y apporter leur contribution, de renforcer leur identité personnelle et d'améliorer leur estime de soi et leur respect pour eux-mêmes et pour les autres.

1 Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, *Programme des écoles publiques*, Halifax (N.-É.), Province de la Nouvelle-Écosse, 2003, p. 5.

Partie 2 – Principes directeurs

Le *Code provincial de conduite dans les écoles* définit les normes de comportement pour tous les membres de la communauté scolaire. Ces normes s'appliquent non seulement aux élèves, mais aussi à l'ensemble de cette communauté. Pour ce qui est des comportements perturbateurs et gravement perturbateurs et des sanctions, cependant, le *Code provincial de conduite dans les écoles* concerne les élèves en tant que membres de la communauté scolaire. Les croyances et principes directeurs ci-dessous constituent le fondement du document *Code provincial de conduite dans les écoles et lignes directrices pour les codes de conduite des écoles* :

- Les meilleures conditions d'apprentissage consistent en un milieu scolaire positif et accueillant, dans lequel on se soucie du bien-être et de la sécurité des gens et dans lequel tous les membres de la communauté scolaire adoptent et défendent un comportement conforme aux principes de la responsabilité, du respect et du droit.
- Le comportement est quelque chose qui est appris. Il est donc possible de faire évoluer les comportements et d'enseigner et d'apprendre de nouveaux comportements.
- La meilleure façon de créer un climat dans l'école favorable aussi bien à l'enseignement qu'à l'apprentissage est d'adopter une approche positive et préventive dans laquelle on prend les devants.
- L'utilisation de punitions dans la gestion des comportements inacceptables et importuns chez les élèves est souvent une réaction de nature négative face aux élèves.

Les lignes directrices pour les codes de conduite des écoles soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche complète de la la gestion des comportements de type « PEBS » (Positive Effective Behaviour Supports) à l'échelle de l'école tout entière, telle qu'elle est décrite dans la ressource du Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation (CAMÉF) pour les écoles intitulée *La gestion des problèmes de comportement*. Cette approche se fonde elle-même sur les recherches effectuées par George Sugai et Rob Horner dans le domaine des interventions et des structures de soutien positives sur le plan du comportement (pour de plus amples renseignements, voir le site www.pbis.org). Ces recherches soulignent que les punitions en

elles-mêmes n'ont généralement pas d'effet positif durable pour les élèves et créent une fausse impression de sécurité dans les écoles². Les pratiques qui se fondent sur des approches positives et préventives sont plus propices à l'apprentissage de comportements socialement acceptables dans l'école. Ces approches mettent davantage l'accent sur la prévention et sur l'intervention préventive à l'échelle de l'école tout entière.

Partie 3 – Rôles et responsabilités

Vous trouverez ci-dessous la liste des rôles et des responsabilités des différents membres du système scolaire public et de la communauté scolaire pour ce qui a trait aux codes de conduite dans les écoles, tels qu'ils sont définis dans la loi sur l'éducation et dans les règlements établis en application de cette loi.

Ministère de l'Éducation

- La loi sur l'éducation autorise le ministre à établir des règlements définissant les politiques régionales et provinciales en matière de discipline des élèves³.
- Le document *Code provincial de conduite dans les écoles et lignes directrices pour les codes de conduite des écoles* remplace la politique en matière de discipline des élèves (article 47 des règlements établis en application de la loi) et le document *Manuel de discipline pour les écoles de la Nouvelle-Écosse* (1993) du ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse.

Conseils scolaires

- La loi sur l'éducation exige des conseils scolaires qu'ils s'assurent que leurs écoles soient des milieux d'apprentissage de qualité où règne la sécurité⁴.
- Les conseils scolaires ont l'obligation de mettre en place un code de conduite régional pour les écoles dont ils ont la charge, qui doit être conforme au *Code provincial de conduite dans les écoles* mis en place par le ministre⁵. Il convient de désigner les politiques disciplinaires des régions et des écoles auxquelles la loi fait référence sous l'appellation de « codes de conduite des écoles ».

2 George Sugai et Robert Horner, « The Evolution of Discipline Practices: School-Wide Positive Behaviour Supports », *Child and Family Behaviour Therapy*, vol. 24, n° 1/2, 2000, p. 23.

3 *Loi sur l'éducation*, S.N.S. 1995-96, chap. 1, alinéas 64(2)r et 145(1)h).

4 *Id.*, alinéa 64(2)f).

5 *Id.*, alinéa 64(2)r).

- Les conseils scolaires ont l'obligation d'élaborer des politiques et de mettre en place des programmes conformes aux politiques et aux lignes directrices du ministre concernant les élèves qui ont été suspendus pendant plus de cinq jours ou expulsés de l'école⁶.
- Dans les cas où un élève est suspendu pendant plus de cinq journées d'école, le conseil scolaire a l'obligation de faire tous les efforts qu'il est raisonnable de faire pour prendre des dispositions concernant l'éducation de l'élève, conformément aux règlements⁷.
- Les conseils scolaires ont pour obligation de mettre en place une politique de protection des élèves et des employés contre le harcèlement et les agressions⁸.
- Le conseil scolaire a pour responsabilité de faire participer les conseillers scolaires et les membres de la communauté scolaire à l'élaboration du code de conduite de l'école. Le comité d'école consultatif fournit des conseils concernant l'élaboration des politiques de l'école, afin de s'assurer que ces politiques favorisent la mise en place d'un milieu d'apprentissage positif et la réussite scolaire des élèves⁹.
- Le conseil scolaire a pour responsabilité d'examiner régulièrement son code régional de conduite dans les écoles. Il faut que cet examen se fasse au moins tous les cinq ans¹⁰.

Directions d'école

- Le directeur ou la directrice d'école a pour responsabilité de veiller à ce que toutes les mesures qu'il est raisonnable de prendre soient prises pour créer et préserver l'ordre et la sécurité dans le milieu d'apprentissage et s'assurer que ce milieu soit positif et efficace¹¹.
- Le directeur ou la directrice doit s'assurer que l'école dont il ou elle a la charge respecte les politiques de la province et du conseil scolaire¹².
- Le directeur ou la directrice a pour responsabilité de s'assurer que les personnes affectées par le code de conduite de l'école, à savoir les élèves, les parents et les enseignants, participent à la création de ce code de conduite.¹³

6 *Id.*, alinéa 64(2)t).

7 *Id.*, article 126.

8 *Id.*, alinéa 64(2)t).

9 *Id.*, alinéa 22c).

10 *Règlements établis en apprentissage de la loi sur l'éducation*, N.S. Reg. 184/2004, alinéa 47(5)f).

11 *Loi sur l'éducation*, S.N.S. 1995-96, chap. 1, alinéa 38(2)e).

12 *Id.*, alinéa 38(2)f).

13 *Règlements établis en apprentissage de la loi sur l'éducation*, N.S. Reg. 184/2004, alinéa 47(4)f).

Enseignants

- Tous les enseignants des écoles publiques ont pour responsabilité de prendre les mesures qu'il est raisonnable de prendre pour créer et maintenir en place un milieu d'apprentissage dans lequel règnent l'ordre et la sécurité¹⁴.
- Tous les enseignants ont pour responsabilité de participer à l'élaboration du code de conduite de l'école, selon ce qui est exigé.¹⁵

Élèves et parents

- Les élèves et les parents ont pour responsabilité de participer à l'élaboration du code de conduite de l'école, selon ce qui est exigé¹⁶.
- On s'attend à ce que les élèves contribuent à créer et à maintenir en place un milieu d'apprentissage dans lequel règnent l'ordre et la sécurité¹⁷.
- Les élèves ont pour devoir de respecter les droits des autres dans la communauté scolaire¹⁸.
- Les élèves ont pour devoir de respecter les codes de conduite de l'école et du conseil scolaire¹⁹.
- Les parents ont pour devoir de soutenir leur enfant pour l'aider à réussir à l'école²⁰.
- Les parents ont pour devoir de soutenir les enseignants de leur enfant dans leurs efforts en vue d'offrir une éducation à leur enfant²¹.

14 *Loi sur l'éducation*, S.N.S. 1995-96, chap. 1, alinéa 26(1)k).

15 *Règlements établis en apprentissage de la loi sur l'éducation*, N.S. Reg. 184/2004, alinéa 47(4)f).

16 *Ibid.*

17 *Loi sur l'éducation*, S.N.S. 1995-96, chap. 1, alinéa 24(1)c).

18 *Id.*, alinéa 24(1)d).

19 *Id.*, alinéa 24(1)e).

20 *Id.*, alinéa 25(1)a).

21 *Id.*, alinéa 25(1)c).

Partie 4 – Élaboration et mise en œuvre du code de conduite de la région et du code de conduite de l'école

D'après les recherches effectuées dans le domaine, les écoles qui sont décrites par les membres de leur communauté scolaire comme étant des lieux accueillants où règne la sécurité et qui offrent des milieux d'apprentissage positifs sont celles qui ont mis en place des programmes et des services offerts de façon globale et coordonnée. Le milieu proposé dans de telles écoles exerce une influence positive et forte sur le comportement des élèves. Les membres d'une communauté scolaire accueillante où règne la sécurité se considèrent toujours comme étant des membres dont on reconnaît la valeur dans la communauté. Un tel milieu réduit de façon considérable le besoin de gérer des comportements perturbateurs. « Les écoles qui investissent dans le développement des compétences des élèves préviennent ainsi les problèmes de discipline et on observe, dans de telles écoles, des réductions de jusqu'à 50 pour cent des cas de problèmes de discipline où l'élève est renvoyé auprès de l'administration. »²²

Si on examine les travaux publiés sur les méthodes de gestion du comportement les plus efficaces, on constate que l'utilisation d'une approche globale et coordonnée s'appuie sur les éléments suivants :

- code de conduite de l'école fondé sur une approche positive mettant l'accent sur les stratégies pédagogiques, la cohérence de l'approche et les routines dans la salle de classe
- promotion des comportements positifs à titre préventif
- participation des familles, des élèves, du personnel de l'école et de la communauté en général
- collaboration entre les différentes agences concernées
- stratégies de coopération en matière de discipline
- suivi, contrôle et analyse des données concernant les comportements et utilisation de ces données dans la planification de l'amélioration de l'école
- programme d'études motivant et stimulant pour tous les élèves

22 Horner, Sugai et Horner, « A Schoolwide Approach to Student Discipline » dans *The School Administrator*, février 2000, p. 21.

Les travaux de recherche indiquent également que, contrairement à une idée reçue, les écoles sont des endroits relativement sûrs sur le plan social et il faut absolument faire en sorte qu'ils le soient encore plus. « En dépit de l'impression donnée par les médias, les écoles sont un des endroits les plus sûrs pour les enfants. »²³ Il a été prouvé que les écoles exigeaient un soutien de l'ensemble de la communauté pour pouvoir être des endroits où règne la sécurité. Les recherches de Joyce Epstein ont débouché sur la création d'un modèle d'amélioration des partenariats entre l'école et la communauté.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles il est bon de développer les partenariats entre l'école, la famille et la communauté. De tels partenariats permettent d'améliorer les programmes scolaires et le climat dans l'école, d'apporter des services et du soutien aux familles, de renforcer les compétences et le leadership des parents, d'établir des liens entre les familles et les autres membres de la communauté scolaire et de la communauté en général et d'aider les enseignants dans leur travail. La principale raison motivant la création de tels partenariats, cependant, est d'aider tous les jeunes à réussir à l'école et plus tard dans la vie. Lorsque les parents, les enseignants, les élèves et les autres se perçoivent les uns les autres comme étant des partenaires dans l'éducation, alors une communauté soucieuse du bien-être des élèves se forme et commence à apporter ses bienfaits.²⁴

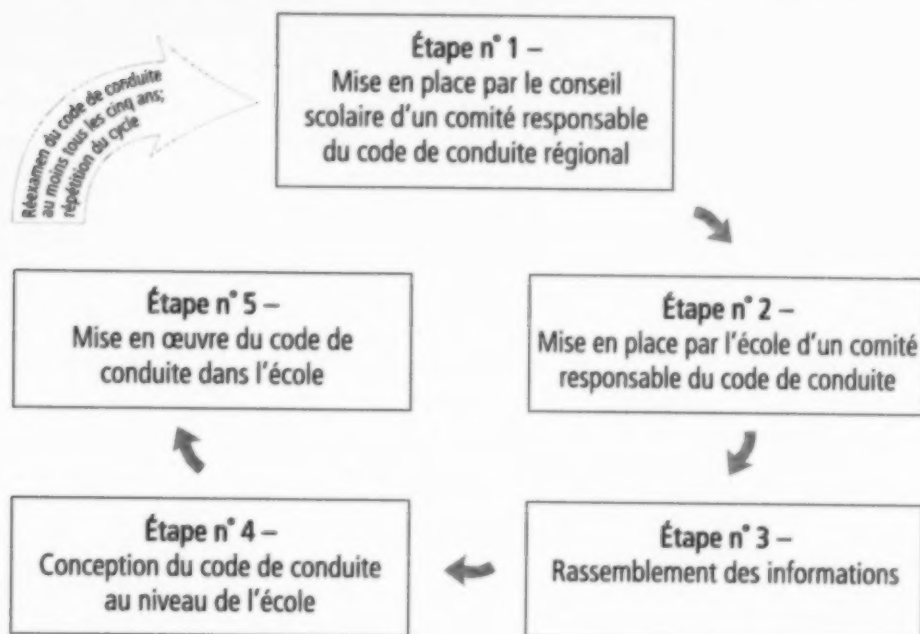
L'adoption d'un code de conduite dans l'école, élaboré en collaboration avec la communauté scolaire dans son ensemble, dans le cadre d'une démarche visant à créer un milieu d'apprentissage dans lequel règne la sécurité, montre que l'école s'engage à exercer la discipline de façon positive, à garantir la sécurité dans l'école et à prévenir les problèmes de violence. S'il est vrai que la plupart des élèves ont un comportement approprié la plupart du temps, le code de conduite de l'école fournit malgré tout une fondation sur laquelle on peut s'appuyer pour construire et définir des dispositifs de récompense favorisant les comportements de nature positive.

Les écoles ont l'obligation d'élaborer un code de conduite conforme au *Code provincial de conduite dans les écoles* et aux politiques et aux procédures de leur conseil scolaire. La figure 1 ci-dessous et les étapes décrites ensuite sont conçues en vue d'aider les écoles à élaborer et à mettre en œuvre un tel code de conduite.

23 *Every Child Learning: Safe and Supportive Schools*, Learning First Alliance, Washington, DC, 2000, p. vii.

24 Joyce L. Epstein, « Schools/Family/Community Partnerships » dans *Phi Delta Kappan*, mai 1995, p. 701.

Figure 1 – Élaboration, mise en œuvre et réexamen du code de conduite régional et du code de conduite de l'école



Étape n° 1 – Mise en place par le conseil scolaire d'un comité responsable du code de conduite régional

- Le conseil scolaire met en place un comité chargé d'élaborer, d'étudier et de réviser le code de conduite du conseil scolaire pour la région dont il a la charge. Ce comité se compose de représentants des groupes suivants : parents, élèves, enseignants, administrateurs et comités d'école consultatifs.
- Le comité examine et révisé, si nécessaire, le code de conduite de la région au moins une fois tous les cinq ans.
- Il faut que les politiques et les procédures du conseil scolaire décrivent un processus de traitement des plaintes. Ce processus devra être utilisé lorsque quelqu'un dépose une plainte concernant l'application du *Code provincial de conduite dans les écoles*, du code de conduite de la région ou du code de conduite d'une école ou accuse quelqu'un d'autre d'avoir enfreint un de ces codes, dans les cas où aucun autre processus de résolution de conflits n'est en place pour régler la situation. (La partie 6 du présent document contient des recommandations concernant l'élaboration d'un tel processus.)

- Chaque conseil scolaire devra élaborer un plan de perfectionnement professionnel venant à l'appui de la mise en œuvre et de la communication du *Code provincial de conduite dans les écoles* et du code de conduite du conseil.
- Chaque conseil scolaire devra mettre en place une procédure de communication en vue de diffuser le *Code provincial de conduite dans les écoles* et le code de conduite du conseil auprès de tous les membres des communautés scolaires relevant du conseil scolaire.
- Dans le cadre du processus d'amélioration des écoles, le conseil scolaire devra mettre en œuvre, en partenariat avec le ministère de l'Éducation, un modèle provincial de suivi et de signalement des incidents concernant le comportement des élèves, avec des stratégies d'intervention et des sanctions (voir partie 5).

Étape n° 2 – Mise en place par l'école d'un comité responsable du code de conduite

Il faut que l'école mette en place un comité responsable de l'élaboration du code de conduite de l'école. C'est la direction d'école qui a, en dernière analyse, pour responsabilité de mettre en place ce comité et de s'assurer qu'il remplisse bien ses fonctions. La direction d'école remplit le rôle de président(e) du comité ou bien délègue cette responsabilité à un membre de son personnel. Le comité inclut généralement des parents, des élèves, des enseignants, des administrateurs et des membres du comité d'école consultatif. Il se réunit de façon régulière tout au long de la phase d'élaboration du code de conduite et a pour responsabilité de réexaminer chaque année le code de conduite de l'école.

Étape n° 3 – Rassemblement des informations

À cette étape, le comité responsable du code de conduite commence à rassembler les données qui serviront à l'élaboration du code de conduite de l'école. Ces données peuvent être

- des données existantes de l'école (nombre de cas d'élèves renvoyés auprès de la direction d'école, nombre de suspensions, taux de réussite scolaire, etc.)
- une analyse des besoins (enquêtes, questionnaires, données utilisées dans la planification de l'amélioration de l'école, données utilisées lors de l'analyse des besoins pour le plan global d'orientation et de counselling, etc.)

- une étude des travaux de recherche publiés sur la question, avec mise en évidence des pratiques qui ont fait la preuve de leur efficacité.

Ces données permettent de dresser un profil de l'école et facilitent l'élaboration du code de conduite de l'école. Le comité peut, s'il le souhaite, attribuer des responsabilités spécifiques à certains de ses membres.

Étape n° 4 – Conception du code de conduite au niveau de l'école

Il faut élaborer le code de conduite de l'école selon les paramètres définis par le *Code provincial de conduite dans les écoles* et par le code de conduite établi par le conseil scolaire.

L'école se sert des données rassemblées à l'étape n° 3 pour définir, énoncer et communiquer clairement ce qui constitue un comportement approprié, les attentes de l'école sur le plan du comportement et les sanctions en cas d'infraction, de façon à ce que tous les membres de la communauté scolaire comprennent ce qu'on attend d'eux.

Il faut que le code de conduite de l'école s'inscrive dans la vision, le mandat et les buts établis dans le plan d'amélioration de l'école et il faut que les décisions prises concernant l'application du code s'appuient sur des données concrètes. Il faut que les interventions, les sanctions et les stratégies d'enseignement découlent des informations qui ont été rassemblées.

Comportements appropriés

Les comportements appropriés sont ceux qui aident les élèves à parvenir aux résultats d'apprentissage transdisciplinaires définis dans le document *Programme des écoles publiques* du ministère de l'Éducation.

Il faut que le code de conduite de l'école *mette l'accent sur les comportements positifs*, au lieu de se contenter de dresser la liste des comportements négatifs et des sanctions encourues. Il faut enseigner les comportements appropriés pour ce qui est du respect des droits et des responsabilités de tous les membres de la communauté scolaire. Pour être efficace, il faut que le code de conduite ait pour but d'encourager les élèves à apprendre à se maîtriser et de les aider à apprendre les comportements appropriés au sein de l'école.

Conséquences des comportements appropriés

Les conséquences des comportements appropriés devront être déterminées après consultation du personnel, des élèves et des parents/tuteurs. Il existe de nombreuses façons de récompenser les comportements appropriés. Exemples : lettres de félicitations, prix « Élève de la semaine », appels téléphoniques au domicile de l'élève, temps supplémentaire à la bibliothèque ou au gymnase, horaires flexibles, récompenses tangibles (communiqué, annonce, témoignage symbolique d'appréciation, article dans le journal ou bulletin d'information de l'école, louanges et paroles d'appréciation du personnel, des autres élèves, des parents, des tuteurs et de l'administration). La reconnaissance des comportements appropriés peut se faire à de nombreux niveaux différents : dans la salle de classe, dans l'école, à la maison. Comme l'indiquent les principes de la théorie des structures de soutien positives sur le plan du comportement (Positive and Effective Behaviour Supports, PEBS), lorsqu'un comportement fait l'objet d'une reconnaissance et d'une récompense, l'élève a tendance à le répéter.

Les comportements appropriés que l'école devrait encourager tombent dans les domaines suivants :

- comportements renforçant le potentiel de réussite scolaire de l'élève (efforts de préparation, utilisation de compétences en écoute, habitudes de travail productives, etc.)
- comportements favorisant la bienveillance et l'harmonie dans les rapports entre les membres de la communauté scolaire (tolérance, acceptation, respect, justice, etc.)
- comportements renforçant le potentiel de l'élève en tant que membre actif de la société (participation à des activités civiques et sociales, participation à des activités parallèles au programme, etc.)

Comportements importuns

À chaque fois qu'un élève adopte un comportement importun, il existe tout un éventail d'interventions qu'on peut utiliser pour essayer de l'encourager à changer de comportement. Lorsqu'il persiste à refuser de se conformer aux attentes sur le plan du comportement, en dépit de l'utilisation de divers types d'interventions, alors il convient d'avoir recours aux sanctions appropriées. Les stratégies utilisées pour pousser l'élève à faire preuve de compréhension et de respect peuvent varier d'un élève à l'autre. La responsabilité des élèves

vis-à-vis de leur propre comportement dépend de leur degré de maturité et du caractère plus ou moins délibéré de leur comportement et de la question de savoir s'ils le comprennent et le maîtrisent. Lorsque le comportement perturbateur est dû aux caractéristiques exceptionnelles de l'élève et qu'il est incapable de maîtriser ce comportement, il faut que les interventions utilisées prennent en compte les besoins de l'élève et de ses camarades de classe.

Il convient de prendre en compte les considérations suivantes lorsqu'on fait face à une situation où l'élève ne répond pas aux attentes sur le plan du comportement :

- Les sanctions seront adaptées au stade de développement de l'élève. Les facteurs à prendre en compte sont les suivants : âge de l'élève, stade du développement par rapport à ses camarades de classe, besoins sur le plan social/affectif, niveau de fonctionnement cognitif, etc.
- Les sanctions seront le reflet de la gravité du comportement.
- Les sanctions prendront en compte la fréquence du comportement.
- Les sanctions seront choisies avant tout pour leur valeur pédagogique et seront conçues en vue d'apprendre à l'élève à adopter des comportements appropriés. Pour être efficaces, les mesures de discipline doivent se fonder sur un processus d'apprentissage développant la capacité qu'a l'élève de tirer les leçons de ses erreurs.
- Les sanctions auront un sens pour l'élève, dans la mesure du possible. Il faut que l'élève et ses parents/tuteurs aient clairement conscience du caractère juste et cohérent des sanctions.
- Les sanctions seront appliquées en temps voulu.

Catégories de comportements importuns

Les comportements perturbateurs et gravement perturbateurs mentionnés dans le *Code provincial de conduite dans les écoles* ne sont que des exemples de comportements qui se situent sur un spectre complet et continu de comportements possibles. La distinction entre *comportement perturbateur* (voir exemples dans le tableau 1) et *comportement perturbateur grave* (voir exemples dans le tableau 2) n'est pas toujours facile à faire sans examen du contexte et des circonstances dans lesquels le comportement a lieu. Par exemple, les bagarres font partie de la catégorie des comportements perturbateurs et décrites au moyen des termes « bousculades », « coups » et « rixes ». La plupart des gens sont d'accord pour dire que ce type de comportement perturbe la vie scolaire et est inacceptable dans l'école, mais

ce comportement risque aussi de dégénérer en « violence physique », qui est une forme plus grave faisant partie de la catégorie des comportements perturbateurs graves.

Les questions suivantes aideront les écoles à examiner le contexte dans lequel le comportement s'est produit et à déterminer les sanctions appropriées pour les comportements perturbateurs et les comportements perturbateurs graves :

- À quel stade l'élève se trouve-t-il dans son développement?
- Est-ce qu'il y a eu récemment une étude des évaluations de l'élève, de ses réalisations et des interventions d'ordre comportemental dont il fait l'objet?
- Quelles mesures positives a-t-on utilisées en réponse à de bons comportements de l'élève?
- Quelle est la gravité du comportement problématique?
- Quelle est la fréquence du comportement problématique?
- Quels sont les types possibles de sanctions?
- Quelle est la valeur pédagogique de la sanction?
- Est-ce que l'élève est en mesure de comprendre la sanction?
- Est-ce que la sanction est appliquée en temps opportun?
- Est-ce que la sanction retenue contribue à préserver la sécurité du milieu d'apprentissage et à s'assurer que l'ensemble des membres de la communauté scolaire se sentent soutenus?
- Est-ce qu'on a communiqué avec les parents/tuteurs?

Comportement perturbateur de l'élève

On peut qualifier de « perturbateur » un comportement qui n'est pas assez grave pour interrompre de façon significative le processus d'apprentissage dans l'école, pour mettre en danger les autres ou pour endommager les biens appartenant à l'école. Le *Code provincial de conduite dans les écoles* donne des exemples de comportements perturbateurs des élèves qui peuvent se produire dans un contexte scolaire ou dans l'enceinte de l'école. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tous les types de comportement perturbateur, mais elle donne une indication de l'éventail des comportements qui entrent dans cette catégorie.

Tableau 1 – Exemples de comportements perturbateurs et éventail des mesures possibles

Catégorie	Description du comportement perturbateur	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
délits mineurs à répétition	incidents fréquents et répétés sur plusieurs semaines ou mois qui ne présentent pas de danger direct pour la santé ou la sécurité des autres, mais qui sont contraires au code de conduite de l'école et perturbent la vie à l'école en raison de leur fréquence	<ul style="list-style-type: none"> établir clairement les attentes afficher et communiquer les attentes sur le plan du comportement planifier des étapes progressives (rappel, avertissement, note sur l'incident, renvoi auprès de l'administration) fournir des signes non verbaux 	<ul style="list-style-type: none"> retrait de privilèges réunion avec l'élève et le parent/tuteur renvoi auprès du conseiller d'orientation renvoi auprès d'une équipe d'évaluation enseignement des attentes et des comportements appropriés retenue rencontre avec la direction d'école suspension au sein de l'école*
tabagisme	cas où un élève ou une autre personne fume du tabac dans un des édifices de l'école, dans un véhicule ou à tout autre endroit dans l'enceinte de l'école	<ul style="list-style-type: none"> se référer au document <i>Making It Work: Guidelines for Creating Effective Smoke-Free School-based Policies</i>** afficher et communiquer aux élèves et aux parents la politique de lutte contre le tabagisme de l'école et les attentes sur le plan du comportement fournir des occasions d'enseigner ces principes, d'en discuter ou d'offrir des programmes de prévention ou d'aide pour ceux qui veulent arrêter de fumer 	<ul style="list-style-type: none"> rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur renvoi auprès d'un programme d'aide pour ceux qui veulent arrêter de fumer projet de recherche sur les effets nocifs du tabagisme suspension au sein de l'école suspension en cas de récurrence
fait de proférer des jurons	utilisation de langage blasphématoire, obscène, vulgaire; jurons, envolées verbales, utilisation de mots et d'expressions considérés par la communauté comme étant inacceptables à l'école ou pendant les activités liées à l'école	<ul style="list-style-type: none"> faire appel à l'aide du conseil des élèves (conseil lui-même, élèves leaders, etc.) discuter avec le personnel des mesures de prévention à prendre en réponse à l'incident et planifier ces mesures se livrer à des activités d'enseignement et de discussion avec les élèves sur l'emploi d'un langage inacceptable ou les agressions verbales éviter de prendre à partie un élève qui est énervé ou cherche la dispute donner à l'élève un « temps mort » pour qu'il puisse retrouver ses esprits 	<ul style="list-style-type: none"> excuses auprès de la classe, de l'enseignant ou d'autres passage en revue des attentes et de l'impact sur les autres; répétition de l'enseignement concernant les normes de comportement rencontre avec l'élève ou avec le parent/tuteur stratégies de counselling ou de maîtrise de la colère retenue/suspension au sein de l'école retrait de privilèges

* Le terme « suspension au sein de l'école » fait référence à une sanction imposée par la direction d'école à l'élève conformément au paragraphe 47(7) des règlements établis en application de la loi sur l'éducation. Lorsqu'on donne à l'élève une suspension au sein de l'école, on lui offre la possibilité de continuer à travailler sur ses tâches scolaires à l'école, sous la supervision d'un enseignant ou de la direction d'école.

** Le document *Making It Work!* a été distribué à toutes les écoles publiques de la Nouvelle-Écosse. Vous pouvez obtenir des exemplaires supplémentaires du document en ligne à <www.gov.ns.ca/ohp/tcu/schools.htm> ou en communiquant avec le ministère de la Promotion et de la Protection de la santé.

Tableau 1 – Exemples de comportements perturbateurs et éventail des mesures possibles (suite)

Catégorie	Description du comportement perturbateur	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
manque de respect ou insubordination	attitude ou comportement qui témoigne d'un manque subtil ou flagrant de respect vis-à-vis d'une personne et de l'autorité ou de la position qui est la sienne (enseignant, direction d'école, parent, adulte responsable des activités des élèves, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les attentes dans le code de conduite de l'école • donner à l'élève l'occasion de faire des choix • utiliser des signes non verbaux • faire du remue-ménages avec le comité responsable du code de conduite pour trouver des stratégies de prévention permettant de prendre les devants face à ce type de problème 	<ul style="list-style-type: none"> • retrait de privilèges • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • enseignement concernant les attentes de l'école et les comportements appropriés • renvoi auprès du conseiller d'orientation • retenue • rencontre avec la direction d'école • suspension au sein de l'école • suspension en cas de récidive
refus d'obéir aux instructions	refus d'obtempérer face à des demandes de routine, des instructions ou des directives données aux élèves par une personne en situation d'autorité, en particulier en matière de sécurité (enseignant, direction d'école, chauffeur de bus, etc.). Il peut s'agir aussi d'utilisations inacceptables de la technologie et de l'équipement et des logiciels informatiques, du réseau Internet, d'infractions du droit d'auteur, de plagiat, etc.	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les attentes dans le code de conduite de l'école • discuter avec le personnel et planifier à l'avance la façon dont le personnel va réagir dans de telles situations • utiliser des signes non verbaux • offrir un choix quand cela est possible • s'assurer que les sanctions soient claires, clairement communiquées et appliquées de façon cohérente 	<ul style="list-style-type: none"> • enseignement concernant les attentes de l'école et les comportements appropriés • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • retenue • retrait de privilèges
notes ou excuses contrefaites	rédaction d'une note ou d'une lettre et utilisation d'une signature contrefaite pour prétendre avoir l'autorisation ou l'approbation d'une autre personne (parent, enseignant, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les lignes directrices et discuter avec les élèves des sanctions en cas de tricherie ou de signature contrefaite 	<ul style="list-style-type: none"> • enseignement des attentes de l'école et raison d'être de ces attentes • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • retenue en cas de récidive • retrait de privilèges

Tableau 1 – Exemples de comportements perturbateurs et éventail des mesures possibles (suite)

Catégorie	Description du comportement perturbateur	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
absence ou assiduité insuffisante à l'école ou dans certains cours	absence ou présence irrégulière à l'école ou en cours (ce qui peut être perturbateur, c'est le résultat de l'absentéisme et du retour en classe)	<ul style="list-style-type: none"> • analyser le registre des absences pour mettre en évidence les tendances et les facteurs qui déclenchent les absences • établir clairement les attentes concernant l'assiduité • offrir des mesures d'incitation / récompenses pour les élèves qui sont présents de façon régulière • examiner la participation de l'élève, sa situation scolaire et les facteurs relevant de l'aptitude sociale • offrir des mesures de soutien sur le plan scolaire et social afin d'aider les élèves à rattraper le travail manqué et le temps perdu • éviter d'attirer inutilement l'attention sur les élèves revenant à l'école après une absence • faire participer les parents ou la communauté à la résolution de ce problème 	<ul style="list-style-type: none"> • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • renvoi auprès du conseiller d'orientation • retenue avec soutien scolaire pour rattraper le travail manqué et le temps perdu • retrait de privilèges • renvoi auprès du comité d'assiduité du conseil scolaire (voir alinéa 64(2)p) de la loi sur l'éducation)
vagabondage dans certaines zones de l'école alors que cela est interdit	présence dans une zone spécifique de l'école ou à proximité de l'école qui est contraire aux règles de l'école ou à des directives émises au préalable	<ul style="list-style-type: none"> • établir et communiquer clairement les attentes concernant les zones à l'intérieur de l'école ou à proximité de l'école où il est interdit de vagabonder 	<ul style="list-style-type: none"> • enseignement portant sur les attentes de l'école, leur raison d'être et le comportement approprié • retenue • retrait de privilèges
vols à la sauvette	vol d'un objet ou article de valeur relativement petite qui appartient à une autre personne, une école ou un organisme; prise de possession des biens d'une autre personne sans autorisation	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les règles et les attentes concernant les emprunts et l'utilisation des biens d'autrui • mettre des affiches rappelant aux gens de ne pas laisser sans surveillance leurs biens personnels • fournir des occasions d'aborder dans l'enseignement ou la discussion des valeurs comme l'honnêteté, le respect des biens d'autrui, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • excuses et restitution • suspension au sein de l'école • appel à l'agent de liaison avec la communauté ou avec la police de l'école

Tableau 1 – Exemples de comportements perturbateurs et éventail des mesures possibles (suite)

Catégorie	Description du comportement perturbateur	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
bagarres (bousculades, coups, rixes)	altercations physiques incluant des comportements comme des bousculades, des coups, des rixes, etc. mais sans frapper ou heurter les gens violemment	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les règles et les attentes concernant les altercations physiques qui sont inacceptables • surveiller et contrôler attentivement les couloirs et les cages d'escalier • structurer les transitions de façon à minimiser les occasions pour les élèves d'adopter des comportements perturbateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • retrait de privilèges • enseignement concernant les attentes de l'école, l'impact sur les victimes et les comportements appropriés pour résoudre les conflits • rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur • renvoi auprès du conseiller d'orientation de l'école • médiation des pairs • retenue • suspension au sein de l'école
autres actes de mauvaise conduite qui perturbent les activités ou risquent de créer un danger sur le plan de la sécurité	comportement apparemment inoffensif qui risque d'entraîner des blessures physiques ou affectives ou de perturber le milieu d'apprentissage et qui fait appel au jugement de professionnel de l'enseignement ou d'un autre adulte en situation d'autorité (exemples : élèves qui courent dans les couloirs, bousculades dans les escaliers, lancer de boules de neige, actes délibérés et répétés visant à distraire un autre pendant les activités d'apprentissage, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • établir clairement les directives et les attentes concernant les activités qui perturbent et risquent de présenter un danger pour la sécurité • fournir des occasions d'aborder dans l'enseignement ou la discussion les questions de sécurité • afficher des avertissements concernant les dangers potentiels pour la sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> • retrait de privilèges • enseignement concernant les questions de sécurité, l'impact sur les autres, les attentes de l'école et la raison d'être de ces attentes • rencontre avec l'élève ou avec le parent/tuteur • retenue • suspension au sein de l'école • appel aux agents de liaison avec la police de la communauté, si nécessaire

Comportement perturbateur grave de l'élève

On qualifie de « comportement perturbateur grave » un comportement qui perturbe de façon significative le milieu d'apprentissage dans l'école, met en danger les autres ou endommage les biens appartenant à l'école.

Dans la gestion des comportements perturbateurs graves, il est important de prendre en compte les points suivants :

- Il ne faut jamais ignorer ce type de comportement. Un comportement perturbateur grave est un comportement qui enfreint les droits des autres, fait courir des risques ou des dangers aux autres ou est de nature chronique et qui a, par conséquent, un impact direct sur le milieu d'apprentissage. Le code de conduite de l'école doit indiquer clairement que ce type de comportement ne sera jamais ignoré. Le fait d'ignorer les comportements importuns sème la confusion chez les élèves et fait qu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ni de mesurer les conséquences des comportements perturbateurs graves.

- Il faut **toujours** prendre les mesures appropriées. La fonction première des sanctions appropriées est avant tout de garantir la sécurité du milieu d'apprentissage.
- Il faut prendre des mesures **immédiates** en vue de mettre fin au comportement. Il est essentiel de réagir promptement en cas de comportement perturbateur grave et de faire intervenir d'autres personnes, si nécessaire, conformément aux politiques, aux procédures et aux protocoles du conseil scolaire.
- Il convient de concevoir des mesures supplémentaires sous la forme d'interventions destinées à produire un changement constructif sur le plan du comportement chez l'élève. Il faut fournir du soutien aussi bien aux élèves qui sont affectés par le comportement perturbateur grave qu'aux élèves qui en sont les auteurs.
- Lorsqu'on suspend un élève en vertu de l'article 122, 124 ou 126 de la loi sur l'éducation, le conseil scolaire doit, en consultation avec le parent de l'élève, faire tous les efforts qu'il est raisonnable de faire en vue de fournir d'autres solutions pour l'éducation de l'élève concerné, conformément à l'article 126 de la loi (voir annexe III).

L. Albert note qu'il faut que « les sanctions aient un *lien logique* avec le comportement problématique, soient *raisonnables* par rapport à l'ampleur et à l'intensité du comportement problématique, soient énoncées et mises en œuvre *de façon respectueuse* afin de préserver l'estime de soi de l'élève et soient *mises en application de façon fiable*. Quand on dit que quelque chose va arriver, il faut que cela arrive. »²⁵

Il convient que les sanctions soient liées au comportement, soient raisonnables par rapport à l'ampleur et à l'intensité du comportement, soient énoncées et mises en œuvre de façon respectueuse et mises en application de façon fiable.

Il convient de choisir des sanctions dont l'objectif est d'entraîner des changements constructifs dans le comportement de l'élève et de lui enseigner les comportements appropriés. Lorsqu'on choisit des sanctions, il convient, dans la mesure du possible, de commencer par la sanction qui est la moins sévère mais la plus appropriée. Il faut parfois appliquer plusieurs sanctions pour que l'élève apprenne le comportement souhaité. Il arrive, cependant, qu'il y ait des comportements graves pour lesquels il faut prendre des mesures immédiates en vue de garantir la sécurité dans le milieu d'apprentissage.

25 Linda Albert, *Cooperative Discipline Implementation Guide*, Circle Pines, MN, American Guidance Service, 1996.

Tableau 2 – Exemples de comportements perturbateurs graves et éventail des mesures possibles

Catégorie	Description du comportement perturbateur grave	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
vandalisme	acte d'endommager ou d'inciter d'autres à endommager les biens personnels d'un membre de la communauté; acte d'endommager ou d'inciter d'autres à endommager des biens appartenant au conseil scolaire ou utilisés par le conseil scolaire; acte d'endommager ou d'inciter d'autres à endommager des biens quelconques lors d'activités liées à l'école	<ul style="list-style-type: none"> mettre en évidence des stratégies de prévention à l'échelle de l'école tout entière faire participer les élèves et la communauté à la recherche de manières de prévenir le vandalisme et d'inspirer un sentiment de fierté vis-à-vis de l'école et de respect pour les biens appartenant à l'école surveiller et contrôler l'environnement scolaire limiter ou restreindre l'accès à certaines zones quand elles ne sont pas utilisées enlever les graffiti et réparer les dégâts dès que possible 	<ul style="list-style-type: none"> lettre d'excuse restitution service à la communauté à partir de l'école, lié au type de vandalisme et à la capacité qu'a l'élève de rendre ce service renvoi auprès de la police lorsque cela est approprié rencontre avec l'élève ou avec le parent/tuteur suspension conformément à la loi sur l'éducation
perturbation du fonctionnement de l'école	actes commis ou incitation à commettre des actes qui perturbent gravement le fonctionnement de l'école ou créent un danger pour la sécurité des élèves, du personnel ou des biens appartenant à l'école (alerte à la bombe, incendie, déclenchement de l'alarme à incendie, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> déterminer des stratégies à l'échelle de l'école tout entière destinées à prévenir/réduire l'incidence des incidents perturbateurs faire appel aux membres de la communauté scolaire (conseil des élèves, comité d'école consultatif, association foyer-école, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> suspension conformément à la loi sur l'éducation rencontre avec l'élève ou le parent/tuteur renvoi auprès de la police ou du chef des pompiers, selon ce qui est approprié
violences verbales	utilisation ou incitations à utiliser un langage dégradant, menaçant ou intimidant vis-à-vis d'autrui	<ul style="list-style-type: none"> établir clairement les directives et les attentes dans le code de conduite de l'école en matière de langage dégradant, de menaces verbales et d'agressions verbales fournir des occasions d'aborder dans l'enseignement ou dans la discussion les différentes formes d'agression verbale faire appel au conseiller d'orientation pour enseigner des stratégies concernant les réponses appropriées sur le plan social 	<ul style="list-style-type: none"> lettre d'excuses enseignement concernant les attentes en matière de comportement sessions de counselling / maîtrise de la colère suspension conformément à la loi sur l'éducation
conduite raciste ou discriminatoire	conduite raciste : insultes racistes, injures relatives à l'ethnicité ou à la race, incitations à utiliser un langage raciste ou à adopter un comportement raciste; conduite discriminatoire : discrimination illégale fondée sur l'origine raciale ou ethnique, la religion, les croyances, le sexe, l'orientation sexuelle, une incapacité physique ou mentale, l'état civil, la source de revenu ou les convictions politiques	<ul style="list-style-type: none"> passer en revue la politique du conseil scolaire en matière d'équité raciale et les pratiques recommandées fournir fréquemment des occasions d'aborder dans l'enseignement ou la discussion les questions relatives au respect et à la diversité faire participer le coordinateur des relations entre les races du conseil scolaire à l'élaboration de stratégies de prévention 	<ul style="list-style-type: none"> rencontre avec l'élève et avec le parent/tuteur participation à des sessions de sensibilisation et de formation adaptées à l'âge de l'élève participation de l'animateur RCH suspension conformément à la loi sur l'éducation participation de la police selon les besoins et en fonction de l'âge de l'élève

Tableau 2 – Exemples de comportements perturbateurs graves et éventail des mesures possibles (suite)

Catégorie	Description du comportement perturbateur grave	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
harcèlement sexuel ou agression sexuelle	harcèlement sexuel : tout commentaire, toute communication, tout acte ou toute attention de nature sexuelle qui est à caractère répréhensible, coercitif ou irritant et dont on sait ou on devrait raisonnablement savoir qu'il n'est pas le bienvenu chez la ou les personne(s) concernée(s); tout acte ou toute communication à connotation ou à dimension sexuelle qui crée un environnement de travail intimidant, dégradant ou insultant, même si cet acte ou cette communication ne s'adresse pas à une personne particulière; agression sexuelle : toute forme de toucher ou de contact de nature sexuelle sans consentement, conformément à la définition du Code criminel du Canada	<ul style="list-style-type: none"> passer en revue la politique de protection des élèves du conseil scolaire sur les questions de harcèlement sexuel fournir des occasions d'aborder dans l'enseignement ou la discussion des exemples de harcèlement sexuel ou d'agressions sexuelles inviter des conférenciers à venir présenter des informations sur les droits de la personne et les autres textes de loi concernant le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles faire participer le conseil des élèves et le comité d'école consultatif aux efforts sur ces questions 	<ul style="list-style-type: none"> rencontre avec l'élève et le parent/tuteur participation à des sessions de sensibilisation et de formation sur le harcèlement sexuel suspension conformément à la loi sur l'éducation signalement des incidents d'agression sexuelle aux services de protection de l'enfance et à la police, conformément à la loi sur les services à l'enfance et à la famille (<i>Children and Family Services Act</i>)
inconduite sexuelle, violences sexuelles ou agressions physiques	inconduite sexuelle : tout comportement de nature ou à connotation sexuelle qui est considéré comme étant importun et inacceptable à l'école ou pendant les activités liées à l'école; violences sexuelles ou agressions physiques : formes de violences à l'égard des enfants définies dans la loi sur les services à l'enfance et à la famille (<i>Children and Family Services Act</i>)	<ul style="list-style-type: none"> passer en revue la politique de protection des élèves du conseil scolaire s'informer des protocoles de l'école pour ce qui est de signaler les violences sexuelles ou physiques aux services de protection de l'enfance ou à la police, conformément à la loi sur les services à l'enfance et à la famille (<i>Children and Family Services Act</i>) sensibiliser les gens aux droits et aux responsabilités des élèves vis-à-vis d'eux-mêmes et d'autrui, par l'intermédiaire du code de conduite de l'école 	<ul style="list-style-type: none"> signalement de toute information concernant un cas possible de violences sexuelles ou physiques à l'égard d'un enfant aux services de protection de l'enfance, conformément à la loi sur les services à l'enfance et à la famille (<i>Children and Family Services Act</i>) signalement à la police, selon ce qui est approprié rencontre avec l'élève et le parent/tuteur suspension conformément à la loi sur l'éducation
violences physiques	utilisation de la force ou incitations à utiliser la force pour blesser un membre de la communauté scolaire	<ul style="list-style-type: none"> établir clairement les directives et les attentes concernant les comportements appropriés fournir des occasions de clarifier dans l'enseignement et dans la discussion ce qui constitue des violences physiques, dans le cadre des programmes d'études (par exemple le programme de développement personnel et social, le programme « Second Step », la ligue des écoles paisibles, la médiation des pairs, etc.) mettre en place des stratégies d'intervention en cas de conflit pour le personnel, comme des méthodes d'intervention non violente dans cas de crise 	<ul style="list-style-type: none"> sanctions variant en fonction de l'âge et du stade de développement de l'élève protocole de temps mort pour les jeunes enfants rencontre avec l'élève et le parent/tuteur suspension signalement à la police, quand cela est approprié renvoi du cas auprès d'une équipe d'évaluation et de counselling

Tableau 2 – Exemples de comportements perturbateurs graves et éventail des mesures possibles (suite)

Catégorie	Description du comportement perturbateur grave	Stratégies de prévention pour obtenir le comportement souhaité	Éventail de mesures/sanctions possibles
intimidations	comportements délibérés visant à blesser (physiquement, verbalement, psychologiquement) utilisés de façon répétée par un ou plusieurs individu(s) exerçant son(leur) pouvoir en vue d'intimider, de menacer de faire mal ou de s'en prendre à une autre personne/victime étant perçue comme étant relativement plus faible; les intimidations peuvent être directes et patentes ou indirectes et subtiles; utilisation du courrier électronique ou d'Internet pour harceler ou intimider les autres	<ul style="list-style-type: none"> participer à l'élaboration d'une approche complète à l'échelle de l'école tout entière pour mettre en place des stratégies de lutte contre les intimidations, dans le contexte du code de conduite de l'école passer en revue les données de l'école sur les incidents faire participer les élèves, les parents et les autres enseignants pour ce qui est d'offrir des programmes et des occasions de sensibiliser les gens aux différentes formes d'intimidation établir un consensus parmi les intervenants sur les intimidations et autres comportements inacceptables fournir constamment des occasions d'aborder dans l'enseignement et dans la discussion la question des intimidations et les rôles et responsabilités de chacun pour ce qui est de signaler les intimidations et d'intervenir de manière à limiter les intimidations 	<ul style="list-style-type: none"> précautions en vue de s'assurer que les victimes reçoivent le soutien nécessaire et que l'école prend des mesures afin de garantir la sécurité des victimes mise en évidence des comportements spécifiques qui constituent des intimidations et qui enfreignent le code de conduite de l'école rencontre avec l'élève et le parent/tuteur suspension conformément à la loi sur l'éducation signalement des cas de comportement criminel à la police, selon ce qui est approprié (tenir compte du stade de développement de l'élève)
utilisation ou possession d'une arme	utilisation ou acte de prétendre utiliser une arme ou bien possession ou incitation à posséder une arme à l'école ou dans le cadre d'une activité liée à l'école	<ul style="list-style-type: none"> établir clairement les directives et les attentes concernant ce qui constitue une arme fournir une feuille d'informations aux parents et aux élèves concernant les politiques de l'école sur l'utilisation ou la possession d'armes inviter des conférenciers comme des agents de police ou des avocats 	<ul style="list-style-type: none"> signalement à la police, selon ce qui est approprié rencontre avec l'élève et le parent/tuteur renvoi auprès de services d'évaluation et de counselling suspension conformément à la loi sur l'éducation
activités illégales	tout acte commis ou incitation à commettre un acte faisant intervenir une faute grave ou un crime; exemples (parmi d'autres) : posséder ou vendre des biens volés, posséder, consommer ou vendre une substance réglementée, voler des articles chers	<ul style="list-style-type: none"> fournir des occasions d'éduquer les jeunes en matière juridique et concernant ce qui constitue des activités illégales à l'école et dans la communauté; on peut inviter des conférenciers (agents de police, avocats, etc.), par exemple 	<ul style="list-style-type: none"> signalement à la police, selon ce qui est approprié renvoi auprès de services d'évaluation et de counselling rencontre avec l'élève et le parent/tuteur suspension conformément à la loi sur l'éducation

Sanctions strictement interdites

Les sanctions suivantes ne sont pas des sanctions appropriées, quel que soit le comportement problématique :

- les châtiments corporels (pour les élèves âgés de moins de 16 ans, c'est une infraction de la loi sur les services à l'enfance et à la famille (*Children and Family Services Act*) susceptible d'être signalée à la police dans le cadre de l'article 23(1) de cette loi; pour les élèves âgés de plus de 16 ans, c'est une voie de fait simple)
- le recours à la responsabilité collective (punition du groupe) dans les procédures disciplinaires
- le recours à des sanctions scolaires dans le cadre d'une procédure disciplinaire; par exemple, le fait de donner des devoirs supplémentaires pour punir l'élève d'un comportement importun ou de le retirer d'un cours en raison de ses absences répétées
- l'utilisation des procédures d'évaluation à des fins disciplinaires; par exemple, le fait de donner arbitrairement un test à un individu ou à une classe qui a un comportement importun.

Étape n° 5 : Mise en œuvre du code de conduite dans l'école

- Diffusez et communiquez le code de conduite de l'école auprès de la communauté scolaire (élèves, parents, personnel, etc.), afin de sensibiliser les gens et de fixer les attentes. Il convient de fournir aux nouveaux membres du personnel des sessions d'orientation sur le code de conduite de l'école.
- Concevez un plan de perfectionnement professionnel pour le personnel afin de faciliter la mise en œuvre du code de conduite. Ceci permettra de vous assurer que tout le monde adopte ce code de conduite et d'établir le lien entre le code de conduite et d'autres initiatives de l'école. Vous pouvez, par exemple, lancer une initiative de discipline coopérative, un plan global d'orientation et de counselling, une initiative de médiation par les pairs, etc.
- Il convient également de fournir au comité d'école consultatif, au personnel de l'école, aux élèves et aux parents/tuteurs des sessions d'information afin qu'ils apportent leur soutien à la mise en œuvre du code de conduite, ainsi que des informations sur les programmes de prévention des intimidations, d'aide aux parents et de maîtrise de la colère et de développement des aptitudes à la vie en société et sur les équipes de résolution de problèmes.

- Établissez le lien entre le code de conduite de l'école d'une part et le plan d'amélioration de l'école et le plan de communication de l'école d'autre part.
- Constituez des dossiers et utilisez les données concernant le suivi, le signalement et le contrôle des problèmes de comportement, afin de mettre en évidence les domaines où il y a des besoins, de concentrer vos efforts sur ces domaines et de planifier les stratégies de prévention et d'intervention.
- Établissez un dialogue avec d'autres écoles, le personnel du conseil scolaire et le personnel concerné au ministère de l'Éducation pour mettre en commun des informations sur les interventions et initiatives qui fonctionnent bien.
- Mettez en place une structure d'évaluation et de réexamen annuel du code de conduite.
- Pour maintenir l'ordre dans la salle de classe et offrir un milieu d'apprentissage dans lequel les élèves se sentent soutenus, les enseignants doivent utiliser des méthodes conformes au *Code provincial de conduite dans les écoles* (voir aussi l'étape n° 4).
- Il convient que les enseignants communiquent leurs attentes en matière de comportement des élèves dans la salle de classe aux élèves et à leurs parents/tuteurs (voir aussi l'étape n° 4).
- Il convient que tous les membres de la communauté scolaire soutiennent et approuvent la mise en œuvre de cette initiative.
- Il convient de diffuser et de communiquer le code de conduite de l'école auprès de la communauté scolaire (c'est-à-dire pendant les réunions du personnel, les sessions d'information avec les parents, dans le bulletin d'information de l'école, sur le site Web de l'école, etc.).

Partie 5 – Données concernant les incidents dans l'école : suivi et signalement

Pour offrir des structures de soutien efficace en matière de comportement et pour contribuer à améliorer la conduite des élèves et leurs résultats scolaires, il est fondamental de rassembler des données sur les incidents dans l'école, d'analyser ces données et de les utiliser de façon appropriée. Ces données peuvent fournir aux enseignants, aux administrateurs et aux autres membres de la communauté scolaire des informations essentielles pour l'analyse et la

prise de décisions concernant les stratégies de prévention et d'intervention à l'échelle de l'école tout entière, pour de petits groupes d'élèves ou pour des élèves pris individuellement. Elles peuvent également fournir des informations de valeur qui faciliteront la planification des initiatives en vue de répondre aux besoins en matière de perfectionnement professionnel.

Nous fournissons un formulaire de suivi des incidents relatifs aux problèmes de comportement pour indiquer les informations concernant les incidents où les élèves sont renvoyés auprès du bureau de l'administration qu'il convient de rassembler, quelles sont les informations qu'il faut transmettre aux autorités compétentes et quelles sont les informations qu'il convient de résumer (voir p. 35). Ces données servent à la prise de décisions concernant les structures de soutien en matière de gestion du comportement dans les écoles. Le fait de combiner les données, aussi bien à l'échelle de l'école qu'à celle du conseil scolaire, facilitera la planification des programmes de prévention et d'intervention pour les élèves, ainsi que des activités de perfectionnement professionnel.

- Le ministère de l'Éducation et le conseil scolaire s'efforcent, en collaboration avec les écoles, d'élaborer et de tenir à jour un système électronique de suivi et de signalement des incidents concernant le comportement des élèves.
- Les directeurs des programmes des conseils scolaires rencontrent les directions d'école au début de chaque année scolaire pour s'assurer que tout le monde s'entend bien sur l'interprétation et l'utilisation du formulaire de suivi.
- Les directions d'école rencontrent l'ensemble du personnel de leur école, y compris les aide-enseignants, les chauffeurs d'autobus, les concierges, les secrétaires, etc., pour passer en revue le formulaire et expliquer le devoir qu'a le personnel de signaler les incidents qui relèvent de son domaine de responsabilité et qui justifient un renvoi auprès de l'administration.
- Les directions d'école déterminent, en consultation avec le personnel de l'école, des manières de garantir la cohérence de l'interprétation et de l'utilisation qui sont faites du formulaire de suivi au sein de l'école.
- Le personnel de l'école examine les données de suivi des incidents pour chaque élève, afin de planifier des programmes et des interventions ou de réviser les programmes et les interventions existantes, selon les besoins.

- Le personnel de l'école examine les données combinées pour l'école de façon régulière, afin de mettre en évidence les dernières tendances et de vérifier dans quelle mesure les sanctions et les interventions utilisées portent leurs fruits.
- Les écoles et les conseils scolaires utilisent les données combinées sur les incidents en matière de comportement afin de faciliter la mise en évidence des sujets à aborder dans les sessions de perfectionnement professionnel et dans les formations en cours d'emploi.

Remerciements

Le formulaire de suivi des incidents en matière de comportement de la page suivante a été élaboré à partir d'éléments du formulaire « School Incident Tracking Form » (SIT) de John LeBlanc, du ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, et du formulaire « Office Discipline Referral Form » de l'école Nicoll Park Middle School du district scolaire 67 de Penticton, en Colombie-Britannique

Formulaire de suivi des comportements (renvoi au bureau de la direction)

Nom de l'élève : _____ Numéro de l'élève : _____ <input type="checkbox"/> garçon <input type="checkbox"/> fille Niveau : _____ Numéro de l'école : _____	Personne remplissant le formulaire : _____ Avez-vous été témoin de l'incident? OUI / NON Date de l'incident : _____ Heure : _____ Numéros des formulaires pour les autres élèves concernés par l'incident : _____
--	---

PROFIL DE L'INCIDENT : Ne cochez qu'UNE case dans la colonne « Principal » (qui représente le facteur principal). Vous pouvez cocher des cases supplémentaires dans la colonne « Secondaire » (facteurs ayant contribué).

Description de l'incident

Principal	Secondaire
Physique	
<input type="checkbox"/> bousculade	<input type="checkbox"/> bousculade
<input type="checkbox"/> bagarre	<input type="checkbox"/> bagarre
<input type="checkbox"/> autre agression physique	<input type="checkbox"/> autre agression physique
<input type="checkbox"/> lancement d'objets	<input type="checkbox"/> lancement d'objets
<input type="checkbox"/> dégâts matériels	<input type="checkbox"/> dégâts matériels
<input type="checkbox"/> autre : _____	<input type="checkbox"/> autre : _____
Verbal	
<input type="checkbox"/> impolitesse/vulgarité	<input type="checkbox"/> impolitesse/vulgarité
<input type="checkbox"/> insultes	<input type="checkbox"/> insultes
<input type="checkbox"/> jurons	<input type="checkbox"/> jurons
<input type="checkbox"/> menaces	<input type="checkbox"/> menaces
<input type="checkbox"/> autre : _____	<input type="checkbox"/> autre : _____
Non verbal	
<input type="checkbox"/> refus de respecter les instructions	<input type="checkbox"/> refus de respecter les instructions
<input type="checkbox"/> bruits importuns	<input type="checkbox"/> bruits importuns
<input type="checkbox"/> gestes	<input type="checkbox"/> gestes
<input type="checkbox"/> langage corporel	<input type="checkbox"/> langage corporel
<input type="checkbox"/> problème par voie électronique / sur électronique	<input type="checkbox"/> problème par voie électronique / sur électronique
<input type="checkbox"/> autre : _____	<input type="checkbox"/> autre : _____

PROFIL DE L'INCIDENT : Ne cochez qu'UNE case dans la colonne « Principal » (qui représente le facteur principal). Vous pouvez cocher des cases supplémentaires dans la colonne « Secondaire » (facteurs ayant contribué).

Nature de l'incident

Principal	Secondaire
<input type="checkbox"/> acte impulsif	<input type="checkbox"/> acte impulsif
<input type="checkbox"/> comportement perturbateur chronique	<input type="checkbox"/> comportement perturbateur chronique
<input type="checkbox"/> mépris/opposition	<input type="checkbox"/> mépris/opposition
<input type="checkbox"/> menaces	<input type="checkbox"/> menaces
<input type="checkbox"/> intimidation/victimisation	<input type="checkbox"/> intimidation/victimisation
<input type="checkbox"/> harcèlement sexuel	<input type="checkbox"/> harcèlement sexuel
<input type="checkbox"/> harcèlement racial	<input type="checkbox"/> harcèlement racial
<input type="checkbox"/> harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle	<input type="checkbox"/> harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle
<input type="checkbox"/> autre : _____	<input type="checkbox"/> autre : _____

À NOTER : Selon les politiques du conseil scolaire, il pourrait être nécessaire de remplir des formulaires supplémentaires si l'incident est de nature sexuelle ou raciste.

Article/substance interdit(e)

<input type="checkbox"/> arme	<input type="checkbox"/> drogue/alcool
<input type="checkbox"/> tabac	<input type="checkbox"/> autre : _____

Cible (ne cochez qu'une case)

<input type="checkbox"/> adulte (enseignant / autre adulte)	<input type="checkbox"/> non identifiée
<input type="checkbox"/> élève	<input type="checkbox"/> autre : _____
<input type="checkbox"/> biens de l'école	

Lieu

<input type="checkbox"/> autobus	<input type="checkbox"/> gymnase	<input type="checkbox"/> toilettes
<input type="checkbox"/> cafétéria	<input type="checkbox"/> couloirs	<input type="checkbox"/> vestiaire
<input type="checkbox"/> salle de classe	<input type="checkbox"/> bibliothèque	<input type="checkbox"/> endroit extérieur au site
<input type="checkbox"/> cour/extérieur	<input type="checkbox"/> salle de repas	<input type="checkbox"/> autre : _____

Description anecdotique de l'incident : _____

Section réservée à l'administration

Mesure prise par : _____

INTERVENTION (cochez toutes les cases qui s'appliquent)

<input type="checkbox"/> réorientation verbale / enseignement / rappel
<input type="checkbox"/> enseignement explicite des comportements appropriés
<input type="checkbox"/> contrat de comportement
<input type="checkbox"/> temps mort
<input type="checkbox"/> en classe <input type="checkbox"/> en dehors de la salle de classe
<input type="checkbox"/> communication avec les parents Date : _____
<input type="checkbox"/> au téléphone <input type="checkbox"/> par lettre <input type="checkbox"/> rencontre
<input type="checkbox"/> avertissement par écrit
<input type="checkbox"/> retrait de privilèges
<input type="checkbox"/> retenue
<input type="checkbox"/> bonne action / service à la communauté / tâches supplémentaires
<input type="checkbox"/> restitution : nettoyage/réparation ou remboursement

<input type="checkbox"/> suspension au sein de l'école	<input type="checkbox"/> suspension en dehors de l'école
Date(s) de la suspension : _____	<input type="checkbox"/> 5 jours ou moins
	<input type="checkbox"/> 5 jours avec recommandation d'une période de plus de 5 jours
<input type="checkbox"/> contact avec une agence ou un service de soutien	
Agence contacté : _____	
<input type="checkbox"/> Renvoi auprès :	
<input type="checkbox"/> du conseiller d'orientation	
<input type="checkbox"/> de l'équipe de planification de programme de l'école	
<input type="checkbox"/> de l'agent de liaison RCH	
<input type="checkbox"/> autre : _____	

Commentaires (de la direction d'école ou de l'adjoint(e))

Partie 6 – Processus de traitement des plaintes

Le processus de traitement des plaintes n'est destiné à être utilisé que lorsqu'il n'existe pas d'autre processus en place pour traiter les plaintes en suspens se rapportant à des accusations d'infractions du code de conduite de la province, du conseil scolaire ou de l'école.

Ligne directrice

Chaque conseil scolaire a pour obligation de mettre en place un processus de traitement des plaintes à utiliser lorsqu'une personne dépose une plainte se rapportant à l'application du code de conduite de la province, du conseil scolaire ou de l'école ou à une accusation d'infraction d'un de ces codes de conduite. Il est nécessaire d'avoir un processus de traitement des plaintes pour s'assurer du déroulement cohérent du traitement et du règlement des plaintes se rapportant soit à l'application du code de conduite de la province, du conseil scolaire ou de l'école soit à une accusation d'infraction d'un de ces codes de conduite. On peut utiliser les processus de traitement des plaintes qui existent déjà, pourvu qu'ils soient conformes aux procédures décrites ci-dessous.

Procédures

- Le processus de traitement des plaintes se rapportant au code de conduite de l'école s'appliquera aux membres de la communauté scolaire lorsqu'on ne dispose pas d'un autre protocole de traitement des plaintes qui s'applique à la plainte concernée.
- Le document *Protéger les élèves contre les violences, la discrimination et le harcèlement sexuel* (Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, 2003) décrit les procédures et les protocoles à suivre lorsque la plainte fait intervenir une forme de discrimination, de harcèlement sexuel ou de violence à l'égard des enfants.
- Il faut que les conseils scolaires élaborent un formulaire standardisé pour les plaintes. Ce formulaire devra inclure les informations suivantes : nature de la plainte, date, heure, mesures prises par le plaignant pour que sa plainte soit résolue. Le formulaire rempli devra être signé par la personne déposant la plainte. Ce formulaire, accompagné d'une explication du processus, doit être à la disposition des parents et des membres du comité d'école consultatif, qui doivent être au courant de son existence.

Annexe I – Protocoles interorganismes

En raison de l'obligation de signaler les cas où un enfant a besoin de services de protection et des implications d'ordre juridique des procédures d'enquête des organismes de protection de l'enfance et de la police, il est impératif de respecter les exigences suivantes :

- Le conseil scolaire doit, conformément à la loi sur l'éducation et aux règlements établis en application de la loi, « établir une politique concernant la protection des élèves et des employés contre le harcèlement et les abus »²⁶. (Veuillez vous référer à la politique de votre conseil scolaire et au document *Protéger les élèves contre les violences, la discrimination et le harcèlement sexuel* du ministère de l'Éducation.)
- Le conseil scolaire établit des protocoles et des lignes directrices concernant la marche à suivre pour signaler les cas où l'on soupçonne qu'il y a violences ou négligence à l'encontre d'un enfant. Il établit des procédures d'enquête faisant intervenir la police. Il impose des vérifications du casier judiciaire et du registre de l'enfance maltraitée pour les employés et les bénévoles. Il établit des sanctions en cas de comportement importun qui tiennent compte de ces politiques, de ces procédures et de ces protocoles.
- Le conseil scolaire assure la mise en place de procédures pour fournir aux nouveaux employés, aux membres des comités d'école consultatifs et aux bénévoles des sessions d'orientation appropriées sur la politique et les procédures du conseil scolaire concernant le code de conduite de l'école et les protocoles interorganismes. Ceci permettra de garantir que tous les membres de la communauté comprennent bien leurs droits et leurs responsabilités en ce qui a trait au code de conduite de l'école.

26 Loi sur l'éducation, alinéa 64(2)e).



Annexe II – Extraits de la loi sur les droits de la personne de la Nouvelle-Écosse (2001), articles 3(o), 4, 5 et 6

Article 3

o) «harcèlement sexuel» désigne

- (i) une conduite sexuelle vexatoire et une répétition de commentaires réputés mal accueillis ou qui devraient être réputés mal accueillis,
- (ii) une sollicitation ou avance de nature sexuelle à l'endroit d'un particulier par un autre lorsque cet autre particulier occupe un poste permettant d'accorder ou de refuser un avantage au particulier visé et que cet autre particulier sait ou devrait raisonnablement savoir que c'est mal accueilli, ou
- (iii) des représailles ou menaces de représailles à l'endroit d'un particulier parce qu'il refuse la sollicitation ou l'avance sexuelle. 1991, c. 12, art. 1.

PARTIE I : DÉFENSE DE DISCRIMINER

Définition de la discrimination

- 4 Aux fins de la présente loi, une personne discrimine lorsqu'elle établit une distinction, intentionnellement ou non, en se basant sur une caractéristique ou sur quelque chose perçu comme une caractéristique visée aux alinéas h) à v) du paragraphe (1) de l'article 5, qui impose des fardeaux, des obligations ou des désavantages à un particulier ou à une catégorie de particuliers qui ne sont pas imposés aux autres ou encore qui refuse ou limite l'accès à des opportunités, avantages ou bénéfices disponibles aux autres particuliers ou catégories de particuliers de la société. 1991, c. 12, art. 1.

Défense de discriminer

5 (1) Nul ne peut, lorsqu'il s'agit

- a) de fournir des services ou des installations ou d'y donner accès;
- b) de logement;
- c) d'acheter ou vendre des biens;
- d) d'emploi;
- e) de service public bénévole;
- f) de publication, de diffusion ou de publicité;
- g) d'adhésion à une association professionnelle, à une association d'affaires ou de métiers, à une organisation patronale ou à une organisation d'employés, discriminer à l'endroit de particuliers ou de catégories de particuliers en se basant
 - h) sur l'âge;
 - i) sur la race;
 - j) sur la couleur;
 - k) sur la religion;
 - l) sur la croyance;
 - m) sur le sexe;
 - n) sur l'orientation sexuelle;
 - o) sur l'incapacité physique ou mentale;
 - p) sur la crainte déraisonnable de contracter une maladie;
 - q) sur l'origine ethnique, nationale ou autochtone;
 - r) sur l'état familial;
 - s) sur l'état matrimonial;
 - t) sur la source du revenu;
 - u) sur la croyance, l'affiliation ou l'activité politique;
 - v) sur l'association d'un particulier avec un autre ou avec une catégorie de particuliers possédant des caractéristiques mentionnées aux alinéas h) à u).

Harcèlement sexuel

- (2) Nul ne peut harceler sexuellement un particulier. 1991, c. 12, art. 1.

Annexe III – Extraits de la loi sur l'éducation (articles 24 à 26, 38 à 40, 64 et 121 à 127)

ÉLÈVES

Droits et obligations

- 24(1) Les élèves sont tenus :
- a) de participer pleinement aux occasions d'apprentissage;
 - b) de fréquenter l'école avec assiduité et ponctualité;
 - c) de contribuer au maintien d'un milieu d'apprentissage sûr et ordonné;
 - d) de respecter les droits d'autrui;
 - e) de se conformer aux politiques de l'école et du conseil scolaire concernant la discipline.
- (2) Les élèves répondent à leurs enseignants de leur conduite pendant qu'ils se trouvent sous leur surveillance.
- (3) Les élèves peuvent participer aux prises de décisions qui touchent leurs écoles en étant représentés au sein des conseils ou comités consultatifs d'école conformément à la politique du conseil scolaire.
- (4) Les élèves ont le droit d'être informés régulièrement de leur progrès scolaire.
1995-1996, ch. 1, art. 24.

PARENTS

Droits et obligations

- 25(1) Les parents sont tenus :
- a) d'appuyer leurs enfants pour favoriser la réussite de leur apprentissage;
 - b) de s'assurer que leurs enfants fréquentent l'école comme l'exigent les règlements;
 - c) de communiquer régulièrement avec l'école de leurs enfants;
 - d) de répondre aux besoins essentiels de leur enfants, notamment en s'assurant qu'ils ont bien mangé et qu'ils sont bien reposés quand ils se rendent à l'école;
 - e) d'appuyer les enseignants de leurs enfants dans les efforts qu'ils font pour les éduquer.
- (2) Il est donné aux parents d'élèves à besoins particuliers l'occasion de participer à l'élaboration d'un programme individualisé pour leurs enfants.
- (3) Le parent ou le conseil scolaire peut introduire un appel comme le prévoient les règlements quand les deux conditions suivantes sont réunies :
- a) le parent d'un enfant à besoins particuliers n'accepte pas le plan de programme individualisé qui a été élaboré pour l'enfant;
 - b) le désaccord ne peut être résolu par la voie d'une procédure d'appel au conseil scolaire.
1995-1996, ch. 1, art. 25.

ENSEIGNANTS

Responsabilités

26 (1) L'enseignant dans une école publique est tenu :

- a) de respecter les droits des élèves;
- b) d'enseigner avec zèle les matières et les cours que lui assigne le conseil scolaire parmi ceux que prescrivent les règlements;
- c) de mettre en œuvre des stratégies pédagogiques qui favorisent de bonnes conditions d'apprentissage propres à aider les élèves à atteindre les objectifs d'apprentissage;
- d) d'encourager les élèves dans leur apprentissage;
- e) de contrôler l'efficacité des stratégies pédagogiques par l'analyse des résultats obtenus;
- f) de reconnaître et, dans une mesure raisonnable, de concilier les différences d'une méthode d'apprentissage à l'autre;
- g) de participer à la planification de programmes individualisés et de mettre en œuvre, au besoin, des plans de programmes individuels, pour les élèves à besoins particuliers;
- h) de revoir régulièrement avec les élèves leurs attentes en matière d'apprentissage de même que leur progrès;
- i) de procéder aux appréciations et aux évaluations nécessaires pour documenter le progrès des élèves;
- j) d'appliquer les moyens d'évaluation et d'appréciation qu'exige le conseil scolaire ou le ministre;
- k) de prendre toutes les mesures raisonnables pour créer et maintenir un milieu d'apprentissage sûr et ordonné;
- l) de maintenir l'ordre et la discipline qui conviennent dans l'école ou la salle

confiée à sa responsabilité et de signaler au directeur de l'école ou à toute autre personne responsable de l'école la conduite d'un élève qui est continuellement insubordonné ou désobéissant;

- m) de témoigner du souci pour la dignité et le bien-être de chaque élève tout en encourageant chaque élève à témoigner aussi bien du souci pour la dignité et le bien-être d'autrui que du respect pour la religion, la moralité, la vérité, la justice, l'amour de la patrie, la compassion, l'égalité, l'application au travail, la modération et toutes les autres vertus;
- n) d'être attentif à la santé, au confort et à la sécurité des élèves;

DIRECTIONS D'ÉCOLE

Rôle

38 (1) Le directeur d'une école publique est le chef pédagogique de l'école et a la responsabilité d'ensemble de l'école, y compris des enseignants et des autres membres du personnel.

(2) Le directeur d'école est tenu :

- a) de s'assurer que sont mis en œuvre le programme d'enseignement des écoles publiques et les programmes d'études;
- b) de tenir des registres des présences concernant chaque élève inscrit à l'école et d'en faire rapport au conseil scolaire, comme l'exige ce dernier;
- c) de prendre toutes les mesures qui conviennent, conformément aux politiques établies par le conseil scolaire, pour garantir la présence entière et assidue à l'école des élèves inscrits à l'école;
- d) de communiquer régulièrement avec les parents des élèves;

- e) de s'assurer que les mesures qui conviennent sont prises pour créer et maintenir un milieu d'apprentissage sûr, ordonné, propice et efficace;
- f) de s'assurer que sont suivies les politiques de la Province et du conseil scolaire;
- g) de déterminer les besoins en effectifs de l'école;
- h) d'aider le conseil scolaire à choisir le personnel de l'école;
- i) d'évaluer le rendement des enseignants et autres membres du personnel de l'école;
- j) d'aider le conseil scolaire à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de perfectionnement professionnel;
- k) d'encourager les enseignants et autres membres du personnel de l'école, les élèves et les parents à participer aux prises de décisions touchant l'école en étant représentés au sein des conseils consultatifs d'école et des divers comités;
- l) de participer à la constitution et au fonctionnement d'un conseil consultatif d'école;
- m) d'aider le conseil consultatif de l'école à élaborer des plans d'amélioration de l'école et, sur l'approbation du conseil scolaire, de coordonner leur mise en œuvre;
- n) d'aider le conseil consultatif de l'école à dresser son rapport annuel;
- o) de rendre compte au conseil scolaire des sommes d'argent reçues de lui ou de toute autre source;
- p) de rendre compte au conseil scolaire, par l'entremise du directeur général, du rendement de l'école;
- q) de collaborer avec le personnel d'autres ministères et organismes du gouvernement afin de mieux répondre aux besoins des élèves à l'école;

- r) de s'acquitter des autres fonctions que prévoient la présente loi ou les règlements ou dont le charge le directeur général.
1995-1996, ch. 1, art. 38.

DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Rôle

- 39 (1) Répondant au conseil scolaire, le directeur général a la responsabilité d'ensemble :
 - a) du bon fonctionnement du bureau du conseil scolaire et des écoles publiques dans le district scolaire ou la région scolaire;
 - b) de la surveillance de tous les employés du conseil scolaire.
- (2) Le directeur général est tenu :
 - a) d'administrer et d'évaluer les programmes qu'offre le conseil scolaire;
 - b) de procéder ou de faire procéder à une évaluation annuelle du rendement de chaque directeur d'école, de chaque directeur adjoint et de tout autre employé du conseil scolaire;
 - c) d'assurer une gestion centralisée pour les services destinés aux écoles publiques qui sont fournis plus rationnellement à l'échelle du district scolaire ou de la région scolaire;
 - d) de surveiller l'application des politiques du ministre et du conseil scolaire et de faire rapport chaque année au conseil scolaire au sujet de leur application;
 - e) de suivre l'élaboration des plans d'amélioration des écoles publiques et des rapports annuels des conseils consultatifs d'école et de faire rapport chaque année au conseil scolaire à leur sujet;
 - f) de s'assurer que les ressources sont distribuées aux écoles publiques conformément aux politiques et aux lignes directrices du conseil scolaire;

- g) de maintenir un milieu d'apprentissage sûr, ordonné et propice dans toutes les écoles du district scolaire ou de la région scolaire;
 - h) d'assurer un sens de direction dans le district scolaire ou dans la région scolaire en valorisant une éducation de qualité, une participation communautaire accrue et une prestation rationnelle des services;
 - i) d'aider les directeurs d'école à faire preuve de rendement et d'efficacité dans la prise de décision à l'échelon de l'école;
 - j) de travailler de concert avec les directeurs d'école pour s'assurer que les élèves et les écoles répondent aux attentes du programme scolaire;
 - k) de collaborer avec le ministre et d'autres ministères et organismes du gouvernement afin d'assurer l'application efficace et rationnelle de la présente loi et des règlements;
 - l) de veiller à la gestion et à l'entretien des bâtiments, de l'équipement, des fournitures et des moyens de transport des élèves qui relèvent du conseil scolaire;
 - m) de faire rapport au conseil scolaire comme l'exige ce dernier;
 - n) de s'acquitter des autres fonctions que prévoient la présente loi ou les règlements ou dont le charge le conseil scolaire.
- (3) Le directeur général répond au conseil scolaire du rendement scolaire des élèves et des écoles du district scolaire ou de la région scolaire et lui fait rapport chaque année au sujet de ce rendement. *1995-1996, ch. 1, art. 39.*

PERSONNEL DE SOUTIEN

Responsabilités

- 40 (1) Les membres du personnel de soutien sont tenus :
- a) d'appuyer les élèves dans leur participation aux activités scolaires;

- b) de témoigner du souci à l'égard de la dignité et du bien-être de chaque élève;
 - c) de collaborer avec le conseil scolaire, le directeur général, le directeur de l'école, les enseignants, les élèves et les autres membres du personnel pour maintenir un milieu d'apprentissage ordonné, sûr et propice;
 - d) de respecter les droits des élèves;
 - e) de participer, sur demande, aux activités de perfectionnement du personnel que désigne leur supérieur;
 - f) sous réserve de toute convention collective qui s'applique au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, de s'acquitter des autres fonctions dont les charge le conseil scolaire, le directeur général ou le directeur de l'école.
- (2) Chaque membre du personnel de soutien répond au directeur de l'école ou à toute autre personne que désigne le conseil scolaire.
- (3) Aussi longtemps qu'est maintenu en existence un conseil scolaire de district constitué par la présente loi ou les règlements, les dispositions suivantes s'appliquent dans la région scolaire où il est constitué :
- a) la mention qui est faite du conseil scolaire et du directeur général à l'alinéa (1)c) s'interprète visant le ministre, le conseil scolaire régional, le conseil scolaire de district et le directeur de l'enseignement;
 - b) la mention qui est faite du conseil scolaire, du directeur général ou du directeur de l'école à l'alinéa (1)f) s'interprète comme visant le conseil scolaire régional;
 - c) chaque membre du personnel de soutien, autre qu'un aide-enseignant, répond au conseil scolaire régional et le paragraphe (2) ne s'applique pas. *1995-1996, ch. 1, art. 40; 2000, ch. 11, art. 8.*

RÔLE DES CONSEILS SCOLAIRES

Attributions

- 64 (2) Conformément à la présente loi et aux règlements, les conseils scolaires :
- f) font valoir leurs écoles en tant que milieux d'apprentissage sûrs et de qualité et centres de ressources communautaires;
 - r) établissent une politique régionale relative à la discipline des élèves qui cadre avec la politique provinciale du ministre sur la discipline;
 - s) élaborent des politiques et mettent en œuvre des programmes conformes aux politiques et aux lignes directrices du ministre concernant les élèves qui ont été suspendus pour plus de cinq jours ou qui ont été expulsés de l'école;
 - t) établissent une politique pour la protection des élèves et des employés contre le harcèlement et les mauvais traitements;

COMPORTEMENT DES ÉLÈVES

Ordre de quitter la classe

- 121 Lorsque dans une classe un élève est constamment désobéissant ou insubordonné ou qu'il agit d'une manière qui risque de nuire au bon fonctionnement de la classe ou au bien-être ou à l'instruction des autres élèves de la classe, l'enseignant de la classe peut lui ordonner de quitter la classe et le renvoie au directeur de l'école. *1995-1996, ch. 1, art. 121.*

Suspension

- 122 Lorsqu'un élève inscrit à une école publique est constamment désobéissant ou insubordonné ou que sa conduite est de nature à nuire au bon fonctionnement de l'école ou au bien-être ou à l'instruction des

autres élèves de l'école, le directeur de l'école ou la personne responsable de l'école peut le suspendre pour une période maximale de cinq jours de classe. *1995-1996, ch. 1, art. 122.*

Révision de la suspension

- 123 (1) Quand un élève est suspendu par application de l'article 122, le directeur de l'école ou la personne responsable de l'école avise immédiatement par écrit l'élève, les enseignants de l'élève, le conseil scolaire et les parents de l'élève des motifs de la suspension.
- (2) Dans les trois jours qui suivent la réception de l'avis donné en application du paragraphe (1), l'élève ou ses parents peuvent demander au conseil scolaire de réviser la suspension prononcée en vertu de l'article 122.
- (3) Le conseil scolaire :
- a) ou bien confirme la suspension prononcée en vertu de l'article 122;
 - b) ou bien ordonne que la suspension soit révoquée et qu'elle soit radiée du dossier de l'élève. *1995-1996, ch. 1, art. 123.*

Prolongation de la suspension

- 124 (1) Lorsqu'un élève est suspendu par application de l'article 122, le directeur de l'école, estimant que la période de suspension n'est pas suffisante, peut, par écrit, présenter au conseil scolaire une recommandation motivée dans laquelle il lui demande de suspendre l'élève pour une période supérieure à cinq jours de classe.
- (2) Quand une recommandation est présentée en vertu du paragraphe (1), le conseil scolaire avise immédiatement par écrit l'élève et ses parents de la recommandation du directeur de l'école et des motifs à l'appui.

- (3) Dans les sept jours qui suivent la réception de la recommandation du directeur de l'école prévue au paragraphe (1), le conseil scolaire :
 - a) ou bien rejette la recommandation du directeur de l'école;
 - b) ou bien prolonge la suspension de l'élève pour une période supérieure à cinq jours de classe.
- (4) Lorsque la suspension d'un élève commence moins de deux mois avant la fin de l'année d'études, la période pour laquelle un conseil scolaire peut prolonger la suspension en vertu du paragraphe (3) peut comprendre une partie de l'année d'études suivante.
- (5) Dans les trois jours qui suivent la réunion au cours de laquelle la décision prévue au paragraphe (3) a été prise, le conseil scolaire communique cette décision à l'élève, à ses parents, à ses enseignants, au directeur de l'école ou à la personne responsable de l'école.
- (6) Le conseil scolaire qui décide en vertu du paragraphe (3) de prolonger la suspension de l'élève mentionne dans l'avis qu'il donne en application du paragraphe (5) :
 - a) la durée de la période de prolongation;
 - b) les motifs justifiant la prolongation;
 - c) le droit de l'élève et de ses parents d'interjeter appel de la décision.
- (7) L'élève ou le parent d'un élève qui a été avisé de la suspension en application du paragraphe (5) peut, dans les sept jours qui suivent la réception de l'avis, en appeler au conseil scolaire.
- (8) Sur réception d'un avis d'appel donné en vertu du paragraphe (7), le conseil scolaire :
 - a) avise immédiatement le parent de l'élève et l'élève des date, heure et lieu de l'audition de l'appel et du droit de l'élève ou du parent, ou des deux, de comparaître en personne, accompagné ou non d'un avocat;

b) dans les dix jours qui suivent la réception de l'avis d'appel, tient une audience et confirme, révoque ou modifie sa décision.

- (9) Dans un délai de trois jours francs de l'audience, le conseil scolaire avise l'élève, son parent, son avocat, ses enseignants et le directeur de l'école ou la personne responsable de l'école de sa décision, laquelle est définitive et obligatoire. *1995-1996, ch. 1, art. 124.*

Délégation de fonctions

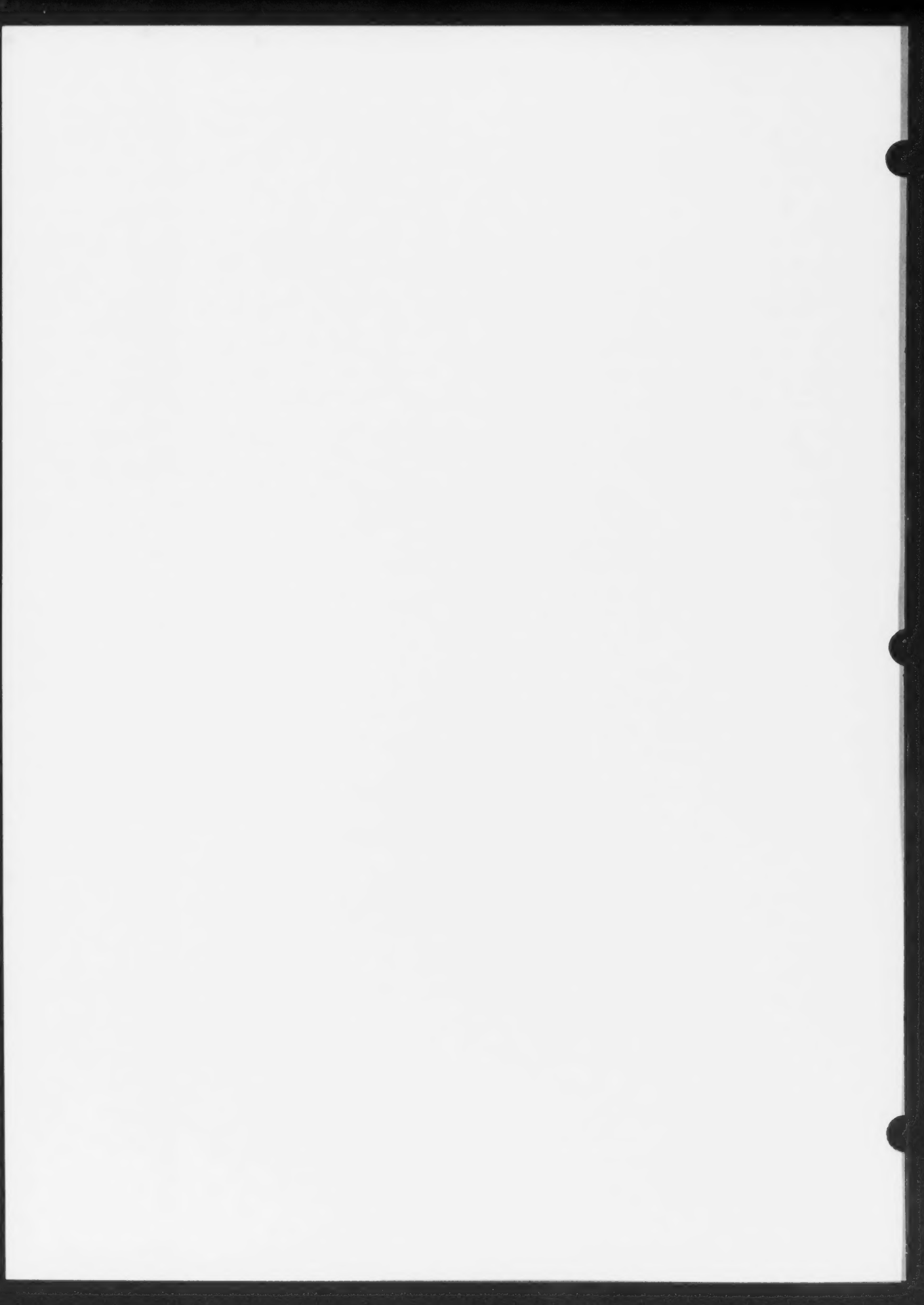
- 125 (1) Les fonctions du conseil scolaire énoncées aux paragraphes 123(3) et 124(3) peuvent être exercées :
 - a) à son gré, par un ou plusieurs comités composés du directeur général et de deux conseillers scolaires, dont l'un assume la présidence du comité;
 - b) à son gré, par le conseil consultatif de l'école ou par l'un de ses comités;
 - c) avec l'approbation du ministre, par un ou plusieurs comités composés de personnes désignées d'office ou nommées par le conseil scolaire.
- (2) Les fonctions du conseil scolaire énoncées au paragraphe 124(8) peuvent, à son gré, être exercées par un ou plusieurs comités composés du directeur général et de deux conseillers scolaires, dont l'un assume la présidence du comité. *1995-1996, ch. 1, art. 125.*

Mesures temporaires d'instruction

- 126 Lorsqu'un élève est suspendu pour plus de cinq jours de classe, le conseil scolaire, en consultation avec le parent de l'élève, déploie tous les efforts raisonnables pour que l'élève puisse recevoir son instruction d'une autre façon, dans le respect des règlements. *1995-1996, ch. 1, art. 126.*

Suspension du droit d'utiliser l'autobus scolaire

- 127 (1) Le directeur d'une école publique ou tout autre agent de surveillance que désigne le conseil scolaire peut suspendre le droit d'un élève d'utiliser l'autobus scolaire, s'il juge que l'élève a refusé de se conformer aux règles ou aux règlements raisonnables du conseil scolaire ou aux directives raisonnables données par le chauffeur de l'autobus, ou qu'il juge que le comportement de l'élève dans l'autobus compromet la sécurité des autres usagers de l'autobus.
- (2) La personne qui, en vertu du paragraphe (1), suspend le droit d'un élève d'utiliser l'autobus scolaire signale immédiatement cette mesure au conseil scolaire et en informe le parent de l'élève de la façon la plus expéditive qui convienne.
- (3) Lorsque le droit d'un élève d'utiliser l'autobus scolaire a été suspendu pour une période de plus de deux jours, l'élève et son parent sont avisés par écrit du motif de la suspension et, lorsque la suspension vise une période supérieure à cinq jours de classe, ils sont avisés du droit d'appel prévu au paragraphe (4).
- (4) Lorsqu'un élève est suspendu pour une période supérieure à cinq jours de classe, le parent de l'élève ou l'élève, s'il est majeur, peut, dans les sept jours qui suivent la réception de l'avis de suspension donné en application du paragraphe (3), interjeter appel de la décision de le suspendre.
- (5) Lorsque le conseil scolaire reçoit un avis d'appel par application du paragraphe (4), il est sursis à l'exécution du reste de la suspension jusqu'à ce que le conseil scolaire confirme, révoque ou modifie la suspension.
- (6) Sur réception d'un avis d'appel, le conseil scolaire :
- a) avise immédiatement par courrier recommandé le parent de l'élève, ou l'élève s'il est majeur, des date, heure et lieu de l'audition de l'appel;
 - b) dans les dix jours qui suivent la réception de l'avis d'appel, tient une audience relative à la suspension et, dans les trois jours de classe qui suivent cette audience, confirme, révoque ou modifie la décision de suspendre l'élève.
- (7) Lorsqu'un parent ou la personne responsable d'un élève reçoit du conseil scolaire par courrier recommandé un avis de suspension du droit de l'élève d'utiliser l'autobus scolaire, il lui est interdit d'amener, d'encourager ou d'autoriser l'élève à utiliser l'autobus scolaire durant la période de suspension. 1995-1996, *ch. 1, art. 127.*



Annexe IV – Article 47 des règlements établis par le ministre en application de la loi sur l'éducation

Politique provinciale en matière de discipline des élèves

47(1) Cet article constitue la politique de la province concernant la discipline des élèves à laquelle il est fait référence à l'alinéa 145(1)*b*) de la loi sur l'éducation, et cette politique sera désormais appelée la *Politique provinciale sur les codes de conduite des écoles*.

(2) Dans le présent article, on utilise les définitions suivantes :

- a) L'expression « code de conduite de l'école » désigne le code de conduite établi par l'école conformément au paragraphe (8).
- b) L'expression « *Code provincial de conduite dans les écoles* » fait référence au code de conduite établi par le ministre.
- c) L'expression « comportement gravement perturbateur » désigne un comportement d'élève qui perturbe de façon importante le climat d'apprentissage dans l'école, met en danger le bien-être des autres ou endommage les biens de l'école. Les comportements gravement perturbateurs sont les suivants :
 - (i) vandalisme
 - (ii) perturbation du fonctionnement de l'école
 - (iii) violences verbales
 - (iv) conduite raciste ou discriminatoire
 - (v) harcèlement sexuel ou agression sexuelle

- (vi) inconduite sexuelle, violences sexuelles ou agressions physiques
- (vii) violences physiques
- (viii) intimidations
- (ix) utilisation ou possession d'une arme
- (x) activités illégales

- d) L'expression « comportement perturbateur » désigne un comportement d'élève qui perturbe le climat d'apprentissage dans l'école, met en danger le bien-être des autres ou endommage les biens de l'école, mais ne comprend pas les comportements gravement perturbateurs. Les comportements perturbateurs sont les suivants :
 - (i) délits mineurs à répétition
 - (ii) tabagisme
 - (iii) fait de proférer des jurons
 - (iv) manque de respect ou insubordination
 - (v) refus d'obéir aux instructions
 - (vi) notes ou excuses contrefaites
 - (vii) absence ou assiduité insuffisante à l'école ou dans certains cours
 - (viii) vagabondage dans certaines zones de l'école alors que cela est interdit
 - (ix) vols à la sauvette
 - (x) bagarres (bousculades, coups, rixes)
 - (xi) autres actes de mauvaise conduite qui perturbent les activités ou risquent de créer un danger sur le plan de la sécurité

- e) L'expression « école » désigne une école publique et comprend les écoles acadiennes.
 - f) L'expression « politique régionale sur les codes de conduite des écoles » désigne une politique concernant la discipline des élèves mise en place par un conseil scolaire conformément à l'alinéa 64(2)r) de la loi.
 - g) L'expression « suspension au sein de l'école » désigne une sanction imposée à l'élève par la direction d'école conformément au paragraphe (7).
- (3) Lorsqu'un conseil scolaire met en place ou révisé sa politique régionale en matière de codes de conduite des écoles, il met en place un comité régional responsable de la politique des codes de conduite des écoles.
- (4) Le comité régional responsable de la politique des codes de conduite des écoles sera composé de représentants des comités d'école consultatifs, des élèves, des enseignants, des parents d'élèves et des directions d'école.
- (5) Le conseil scolaire devra réviser sa politique régionale sur les codes de conduite des écoles au moins une fois tous les cinq ans.
- (6) La politique régionale sur les codes de conduite des écoles devra se fonder sur les principes suivants :
- a) Le climat le plus favorable à l'apprentissage des élèves est un climat positif, accueillant et sécurisé dans l'école, dans lequel tous les membres de la communauté scolaire respectent de normes de comportement conformes aux principes du respect, de la responsabilité et des droits des gens.
 - b) Il est nécessaire, pour mettre et maintenir en place des milieux scolaires favorables à l'enseignement et à l'apprentissage, d'adopter des approches de la gestion du comportement des élèves qui sont positives et préventives et qui proactives.
 - c) Il faut adopter des mesures ou des interventions immédiates pour gérer les comportements perturbateurs et les comportements gravement perturbateurs lorsqu'ils ont lieu.
 - d) Il est interdit de recourir aux formes d'intervention et de sanctions décrites ci-dessous pour sanctionner les comportements perturbateurs et les comportements gravement perturbateurs :
 - (i) punition corporelle;
 - (ii) utilisation de la responsabilité collective (punition collective) dans les procédures disciplinaires;
 - (iii) retrait d'un cours pour cause d'absentéisme;
 - (iv) révision à la baisse des notes de l'élève, refus d'attribuer une note à l'élève ou travail scolaire supplémentaire sous forme de devoirs, de projets ou d'évaluations.
- (7) La politique régionale sur les codes de conduite des écoles devrait être conforme à la *Politique provinciale sur les codes de conduite des écoles concernant la discipline des élèves* telle qu'elle est prescrite dans le présent article et devra inclure tous les éléments suivants :
- a) un énoncé des rôles et des responsabilités des élèves, des directeurs des écoles, des enseignants, des parents, du conseil scolaire et des autres membres de la communauté scolaire;

- b) des stratégies spécifiques en vue d'obtenir les comportements souhaités chez les élèves, incluant tous les éléments suivants :
- (i) sous réserve de l'alinéa (6)d), des interventions ou des sanctions pour les comportements perturbateurs et les comportements gravement perturbateurs qui soient raisonnables, justes, cohérentes et appliquées en temps voulu et qui prennent en compte
 - (A) l'âge de l'élève, son stade de développement et tous les besoins spéciaux qu'il peut avoir;
 - (B) la gravité et la fréquence du comportement perturbateur ou du comportement gravement perturbateur;
 - (ii) un éventail de mesures et de sanctions que peuvent adopter la direction d'école, l'enseignant et le conseil scolaire en réponse à un comportement perturbateur ou à un comportement gravement perturbateur;
 - (iii) l'utilisation de suspensions au sein de l'école, pourvu que :
 - (A) l'élève puisse poursuivre son travail scolaire dans une salle de classe de l'école désignée par la direction d'école pour les suspensions au sein de l'école;
 - (B) un enseignant ou la direction d'école soit présent(e) pour superviser l'élève;
 - (C) la direction d'école informe dès que possible l'élève, les parents de l'élève et les enseignants de l'élève des raisons de la suspension au sein de l'école;
 - (iv) l'utilisation de suspensions autres que les suspensions au sein de l'école se fera conformément aux articles 122 à 126 de la loi.
- c) des normes de comportement attendues des élèves et des membres de la communauté scolaire, y compris des normes de respect de leurs propres droits, de leurs propres biens et de leur propre sécurité, et en particulier des normes concernant tous les aspects suivants :
- (i) faire preuve de respect vis-à-vis de la diversité des élèves et des membres de la communauté scolaire, quels que soient leur race, leur culture, leur appartenance ethnique, leur religion, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur âge ou leurs capacités;
 - (ii) utiliser des langues et des gestes socialement acceptables;
 - (iii) éviter toute forme d'intimidation, de harcèlement, de racisme ou de discrimination;
 - (iv) porter des vêtements appropriés;
 - (v) faire preuve d'un soin raisonnable dans l'utilisation des biens de l'école ou des biens d'autrui;
 - (vi) faire preuve de respect vis-à-vis des rôles et des responsabilités des élèves, des directions d'école, des enseignants, des parents et du conseil scolaire;
 - (vii) adopter un comportement positif et sans danger, dans lequel il est interdit de recourir à des actes violents et d'utiliser ou de posséder des armes, de l'alcool, des drogues ou d'autres stupéfiants;

- (viii) faire preuve de respect vis-à-vis du milieu d'apprentissage dans l'école et dans la salle de classe et lors des activités et des événements scolaires;
 - d) un processus utilisé par l'école pour surveiller le comportement des élèves, signaler les comportements perturbateurs et gravement perturbateurs et rassembler des données sur tous les comportements ayant conduit un enseignant à renvoyer l'élève auprès de la direction d'école et sur les interventions ou sanctions résultant de ces comportements, au cas par cas pour chaque élève et sous forme de synthèse;
 - e) un processus donnant à l'élève ou au parent de l'élève la possibilité, dans la mesure du raisonnable, de répondre à une accusation d'infraction au code de conduite de l'école, au code de conduite régional dans les écoles ou au code provincial de conduite dans les écoles et de répondre aux interventions ou aux sanctions résultant de cette infraction.
- (8) La politique régionale sur les codes de conduite des écoles devra exiger de chacune des directions d'école du conseil scolaire de prendre toutes les mesures suivantes :
- a) mettre en place un code de conduite de l'école mis par écrit qui soit conforme à la *Politique provinciale sur les codes de conduite des écoles*, au code de conduite de la province et à la politique régionale sur les codes de conduite des écoles et qui
 - (i) comprenne un énoncé des objectifs éducatifs pour les élèves et des normes de comportement attendues de la part des élèves et des membres de la communauté scolaire;
 - (ii) inclue des descriptions des comportements perturbateurs et des comportements gravement perturbateurs et des sanctions imposées dans le cas de tels comportements;
 - (iii) prenne des dispositions pour favoriser l'adoption par les élèves de comportements appropriés;
 - b) réviser le code de conduite de l'école au moins une fois tous les cinq ans;
 - c) exiger, lors de la mise en place ou de la révision du code de conduite de l'école, que la direction d'école mette en place un comité responsable du code de conduite de l'école composé de représentants du comité d'école consultatif, des élèves, des enseignants, des parents d'élèves et, à la discrétion de la direction d'école, d'autres personnes appropriées, y compris des représentants du personnel de soutien ou d'autres organismes pertinents.
- (9) Le conseil scolaire devra assurer la distribution de la politique régionale sur les codes de conduite des écoles à ses écoles, à son personnel enseignant, à ses parents et à ses élèves et exiger que chaque direction d'école fournisse un exemplaire du code de conduite de l'école à chacun de ses élèves et, sur demande, à un enseignant(e) ou à un parent.

Bibliographie

- Albert Linda, *Cooperative Discipline Implementation Guide*, notes pour l'animateur, transparent 18, Circle Pines, MN, American Guidance Service, 1996.
- Australie, Victoria, Ministère de l'Éducation, de l'Emploi et de la Formation, *Keeping Kids At School: Issues in Student Attendance*, Melbourne, Ministère de l'Éducation, de l'Emploi et de la Formation, 1999.
- Baker DeAnn, « Using Groups to Reduce Elementary School Absenteeism », dans *Social Work in Education*, vol. 22(1), p. 46-53, janvier 2000.
- Bohanon-Edmondson H., K. Brigid Flannery et George Sugai (2004), « School-wide Positive Behavior Support in High Schools: What Will It Take? », dans *Positive Behavior Support in High Schools: Monograph from the 2004 Illinois High School Forum of Positive Behavioral Interventions and Supports*, Eugene, OR, OSEP Center on Positive Behavioral Interventions and Supports, 2004.
- Council for Children with Behavioral Disorders, *School Discipline Policies for Students with Significantly Disruptive Behavior*, Reston, VA, Council for Children with Behavioral Disorders, 2002.
- Epp Juanita Ross et Walter Epp, « Easy Exit: School Policies and Student Attrition », dans *Journal of Education for Students Placed at Risk*, 6(3), 2001, p. 231-247.
- Epstein Joyce L., « Schools/Family/Community Partnerships », dans *Phi Delta Kappan*, mai 1995, p. 21.
- Gordon David T. (dir.), « Violence Prevention and Conflict Resolution », dans *Howard Education Letter Series*, n° 6, 2001.

- Horner Robert H., George Sugai et Ann W. Todd, « Data Need Not Be a Four-Letter Word: Using Data to Improve Schoolwide Discipline », dans *Beyond Behaviour*, automne 2001.
- Horner Robert H., George Sugai et Howard F. Horner, « A Schoolwide Approach to Student Discipline », dans *The School Administrator*, février 2000.
- Kartub Douglas T., Susan Taylor-Greene, Robert E. March et Robert Horner, « Reducing Hallway Noise: A Systems Approach », dans *Journal of Positive Behaviour Interventions*, vol. 2, n° 1, été 2000, p. 179-182.
- Mayer G. Roy, « Changing Contextual Factors Within The School To Prevent Antisocial Behavior », <www.calstatela.edu/adademic/adm_coun/docs/501/change/html> [21 mars 2007].
- Montes Guillermo et Christine Lehmann, *Who Will Drop Out From School? Key Predictors from the Literature*, Rochester, NY, Children's Institute Inc., janvier 2004.
- Nouvelle-Écosse, *Loi sur l'éducation et règlements établis en application de la loi sur l'éducation*, septembre 2002.
- Nouvelle-Écosse, Ministère de l'Éducation, *Manuel de discipline pour les écoles de la Nouvelle-Écosse*, Halifax (N.-É.), Province de la Nouvelle-Écosse, 1993.
- Nouvelle-Écosse, Ministère de l'Éducation, *Programme des écoles publiques 2003-2004*, Halifax (N.-É.), Province de la Nouvelle-Écosse, 2003.
- Nouvelle-Écosse, Ministère de l'Éducation, *Protéger les élèves contre les violences, la discrimination et le harcèlement sexuel*, Halifax (N.-É.), Province de la Nouvelle-Écosse, 2003.
- Nova Scotia School Smoking Prevention Coalition, *Making It Work: Guidelines for Creating Effective Smoke-Free School-Based Policies*, juin 2002.
- Northwest Regional Educational Laboratory, *Why Students Don't Attend School*, <www.nwrel.org/request/2004june/why.html> [21 mars 2007].
- Oerlemans Karin et Heather Jenkins, « There are aliens in our school », dans *Issues in Educational Research*, 8(2), 1998, p. 117-129.

- Oleweus Don, *Bullying at School: What We Know and What We Can Do*, Oxford (R.-U.), Blackwell Publishers Ltd., 1993.
- Robinson G. et Maines B., *Crying for Help: The No-Blame Approach to Bullying*, Bristol (R.-U.), Lucky Duck Publishing Ltd., 1999.
- Royaume-Uni, Office of Standards in Education, *Improving Attendance and Behaviour in Secondary Schools*, Londres, OFSTED, 2001.
- Safran Stephen P. et Karen Oswald, « Positive Behaviour Supports: Can Schools Reshape Disciplinary Practices? », dans *Exceptional Children*, vol. 69, n° 3, p. 361-373.
- Sugai George et Larry Maheady, « Cultural Diversity and Individual Assessment for Behaviour Disorders », dans *Teaching Exceptional Children*, vol. 21 n° 1, automne 1988, p. 28-31.
- Sugai George et Robert Horner, « The Evolution of Discipline Practices: School-Wide Positive Behaviour Supports », dans *Child and Family Behaviour Therapy*, vol. 24, n° 1/2, 2002, p. 23-50.

